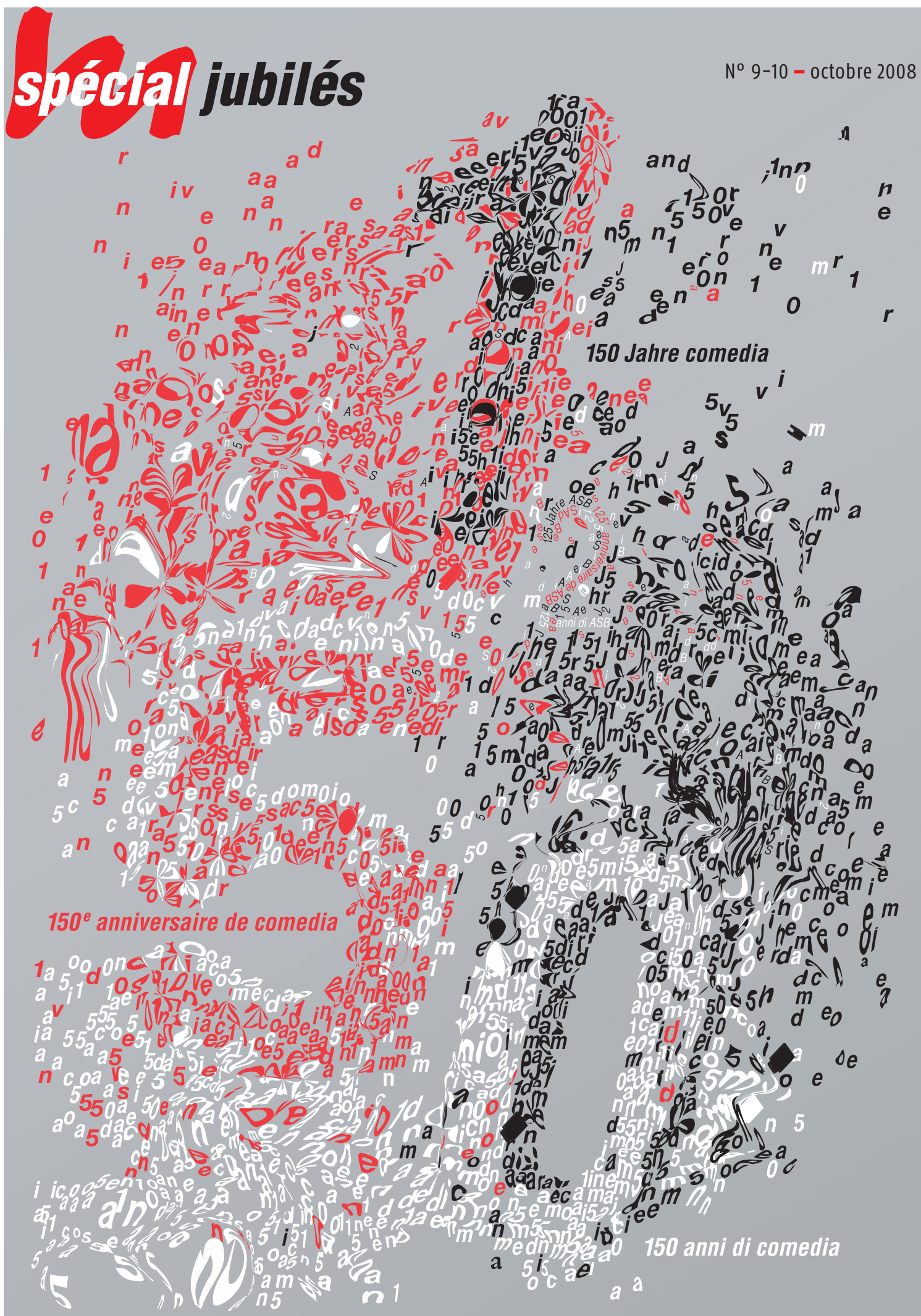


spécial jubilés

N° 9-10 - octobre 2008



Spécial Jubilés 125° / 150°

Le billet de la coprésidence de comedia	3
Salutations de Paul Rechsteiner, président de l'USS	4
Salutations de Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale	4
1858 – Assemblée constitutive de l'association des typos	6
Diminution du temps de travail : deux siècles de luttes	8
150 ans de mutualisme	11
Christian Tirefort : du sceptique au champion de la fusion	13
Luttes victorieuses des typos	14
Quand la désunion mène à l'échec	16
1900 – Grève chez Benziger à Einsiedeln	18
Erwin Gerster, ex-président du SLP : « Des années agitées »	19
Thomas Bernhard : libre rebelle de l'USJ	20
1990 – Grève à la Tribune de Genève	21
Des millions récupérés dans les conflits sociaux	22
« Pas de femmes dans les imprimeries »	24
Erika Trepp : « Le monde masculin appartient au passé »	25
Michel Schweri, ex-rédacteur du Gutenberg :	
Plume pour les sans voix	26
Top 10 du concours d'affiches « 150 ans de comedia »	28
125 ans de syndicat du livre :	
Deux siècles de libraires conversent	32
Eva Biedermann, ex-présidente de l'ASB	34
Le personnel de comedia en photo	36
Se syndiquer à comedia, maintenant	37
Roger Chatelain sur l'avenir de la typographie	38
Ruth Schildknecht sur l'avenir du livre	39
Humour : 150 ans de syndicalisme vus par Tomz	40

Salutations de

Daniel Bolomey, secrétaire général de la section suisse d'Amnesty International ;
 Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale ;
 Catherine Cossy, correspondante à Zurich pour *Le Temps* ;
 Sylvia Egli von Matt, directrice de l'école suisse de journalisme ;
 Gianni Frizzo, président de la commission du personnel des ateliers CFF de Bellinzona ;
 Christine Goll, présidente du syndicat SSP ;
 Thomas Gsponer, directeur de l'association suisse pour la communication visuelle Viscom ;
 Paul Rechsteiner, président de l'Union syndicale suisse ;
 Frank Werneke, vice-président de ver.di, syndicat allemand des services

Ont collaboré à ce numéro de jubilé :

Peter Anliker, Bruno Clément, Mario Fedeli, Stefanie Fürst, Ralph Hug, Stefan Keller, Myriame Marti, Daniel Meienberg, Charlotte Spindler, Martin Walker

Pages romandes – actualités

(commencent cette fois exceptionnellement au verso)

IGE : Viscom veut baisser les salaires !	I
IGE : un CCT vidé de sa substance ? !	II
Livre : Payot/Asdel, la saison des négociations est ouverte !	III
Edipresse : résultats financiers et coup de pied de l'âne	IV
Presse : nouvel affront de Lebrument, président des éditeurs	V
Communication visuelle : Ruedi Baur, poète orienté	VI
Votation AVS : l'Etat prêt à soutenir les banques, mais pas l'AVS flexible !	VII
Actualités : cactus et Commission chômage	VIII
Agenda et Formation	IX

Pages italiennes

Viscom vuole abbassare i salari !	I
150 – 125 – 10, appunti della copresidenza	X
Paul Rechsteiner	X
Vale la pena di lottare !	XI
Gianni Frizzo	XI
Micheline Calmy-Rey	XII
Chi comanda al tempo, comanda !	XIII
“Il più vecchio sindacato del continente”	XIV
Christine Goll e Sylvia Egli Von Matt	XV
Recuperati milioni di franchi	XVI

Page une : affiche gagnante du concours d'affiches « 150 ans de comedia », créée par Res Eichenberger, Oetwil am See, étudiant à la Haute école de Lucerne. Photos : sauf mention contraire, droits réservés (DR).

REMERCIEMENTS

Cette édition spéciale de *M-magazine* est imprimée avec le soutien d'Atar Roto Presse SA qui souhaite au syndicat des médias plein succès pour sa grande fête du jubilé du 150°.

Un remerciement va également pour les annonceurs qui ont rendu possible ce numéro de jubilé : Coop Protection juridique, SEV – Syndicat du personnel des transports, SOLIFONDS, SSM – Syndicat Suisse des mass media, SSP – Syndicat des services public, SuvaPro, Swisscom, Syndicom – Syndicat de la communication, USS – Union syndicale suisse, Viscom.

IMPRESSUM

Rédaction

Yves Sancey (édition française)
 m-magazine
 comedia / rédaction
 rue Pichard 7, 1003 Lausanne
 tél. 021 310 0625, fax 021 3100669
 m-magazine@comedia.ch

Beat Jost (rédacteur en chef)

Rebecca Vermot et Nina Scheu (édition allemande)

Rédaction des pages en italien

Barbara Bassi, Gabriele Castori,
 secrétariat régional de comedia
 case postale, 6901 Lugano
 tél. 091923 3813, fax 091921 3985

Abonnements

Gratuit pour les membres de comedia
 Suisse : 60 francs (2,4% de TVA inclus)
 Etranger : 70 francs (2,4% de TVA inclus)
 S'adresser à l'éditeur
 M-magazine paraît 12 fois par an

Changements d'adresse

comedia, à l'att. de Lysiane Coullery,
 rue Pichard 7, 1003 Lausanne,
 tél. 021 310 06 60, fax 021 310 06 69,
 lysiane.coullery@comedia.ch

Mise en pages

Alain Gonthier, Vevey

Correction

Claude Bernasconi

Impression

Atar Roto Presse SA, Vernier

Editeur

comedia, Monbijoustrasse 33,
 case postale, 3001 Berne
 tél. 031 3906611, fax 031 3906691
 info@comedia.ch, www.comedia.ch

Prochaine parution

21 novembre 2008
 (délai rédactionnel : 5 novembre 2008)

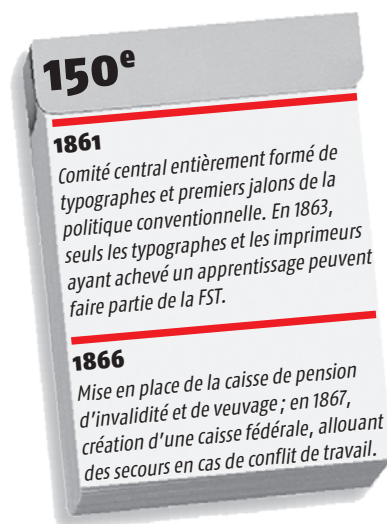
150 – 125 – 10

Comedia célèbre cette année deux, voire trois jubilés. Il y a 150 ans, les typographes créaient le premier syndicat national. 25 ans plus tard, les employés en librairies s'organisaient à leur tour. Il y a 10 ans enfin, ces deux associations fusionnaient avec l'Union suisse des journalistes et l'Union suisse des lithographes pour former le syndicat des médias comedia.



(photo Nadia Schweizer)

Nous sommes fiers de l'histoire des deux vénérables organisations qui nous ont précédés. Les ouvriers et ouvrières syndiqués de l'industrie graphique ont longtemps été aux avant-postes du mouvement syndical suisse. En imposant la semaine de 40 heures à la fin des années 1970, ils ont réussi une percée dans la politique du temps de travail qui sert aujourd'hui encore de référence. Les syndicats de l'industrie graphique ont d'ailleurs été parmi les premiers à reconnaître, dans les années 1970 également, qu'il fallait briser en Suisse le tabou de la grève pour obtenir des améliorations dans les Conventions collectives de travail (CCT), ou du moins pour empêcher leur démantèlement. Il a toutefois fallu que le Syndicat du livre et du papier, et avec lui les membres des autres syndicats de l'USS partageant les mêmes convictions, multiplient les grèves et les conflits sociaux pendant des années pour imposer la grève comme la meilleure arme des travailleurs, quand ils sont poussés dans leurs derniers retranchements. Désormais il n'y a plus besoin de discuter si l'on a le droit de faire grève, mais de savoir si nous avons les capacités d'organiser une grève quand c'est



nécessaire. Et si le droit de grève figure dans la Constitution, ce succès doit beaucoup aux syndicalistes politiquement engagés, comme nous en avons heureusement toujours compté dans nos rangs.

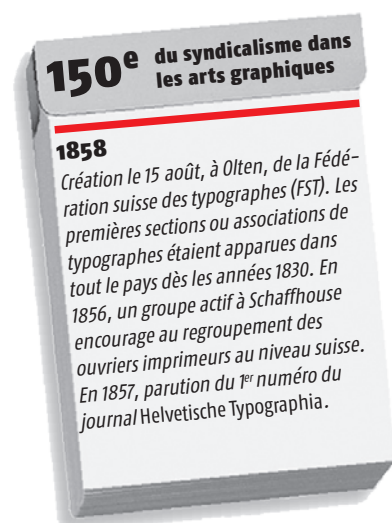
Les employé·e·s libraires alémaniques n'ont certes jamais fait partie de l'avant-garde syndicale. Pourtant ils ont négocié dès 1919 leur première CCT. Et ils ont su la défendre jusqu'à aujourd'hui, alors même que les petites entreprises dominent dans la branche. En outre, les employé·e·s libraires ont réussi une mutation qui se fait encore attendre dans beaucoup de syndicats: les femmes ont peu à peu joué un rôle de premier plan dans ce qui était à l'origine un club exclusivement masculin. Une femme a présidé l'association pour la première fois en 1985 et aujourd'hui, 80 % des membres du secteur livre et diffusion de médias de comedia sont des femmes. Les libraires montrent ainsi que même dans le secteur des services – où le travail à temps partiel est répandu –, les femmes savent s'engager pour faire valoir leurs intérêts.

Bien entendu, notre syndicat a aussi traversé des heures difficiles au cours de son histoire.

L'évolution technologique des 30 dernières années a laminé l'industrie graphique. Les suppressions massives d'emplois ont affaibli le Syndicat du livre et du papier et l'Union des lithographes. Aujourd'hui encore, le personnel de ce secteur craint pour son emploi. De même, le processus de concentration amorcé à la fin des années 1990 dans le commerce du livre a eu d'importantes répercussions sur le marché du travail. Pour mémoire, ce sont ces réformes structurelles qui ont amené les organisations devancières de comedia à repenser leur mode de fonctionnement et à fusionner au 1^{er} janvier 1999.

Le processus d'adaptation est pourtant loin d'être terminé. Nous cherchons à conclure de nouvelles alliances pour remporter les futures luttes, qu'elles relèvent de nos branches d'activité ou de la politique sociale en général. Mais notre objectif de la fin du 19^e siècle n'a pas changé: nous visons des améliorations des conditions de travail et la démocratisation de l'économie.

Danièle Lenzin et Roland Kreuzer,
coprésidents





PAUL RECHSTEINER

Président de l'Union syndicale suisse

Le syndicat des médias comedia n'a pas qu'une impressionnante histoire à travers les époques. C'est un mélange entre l'accroissement des maîtrises professionnelles des travailleurs et le développement précoce de la force de l'action collective qui a construit le succès de l'organisation syndicale de la branche. En Suisse, ce sont les imprimeurs qui ont revendiqué les premiers la semaine de 40 heures. J'ai personnellement vécu cette impressionnante mobilisation en 1994 lorsque les employeurs voulaient supprimer les suppléments de nuit. La mobilisation a eu un succès fulgurant, notamment car les employeurs ne l'avaient pas prévue.

Les syndicats sont des organisations qui défendent les intérêts des salarié-e-s. Les changements constants que connaît la branche – comme on en a vu nulle part ailleurs – poussent aussi le syndicat à se remettre en mouvement. J'espère et souhaite que comedia parvienne à poser les jalons pour l'avenir d'une manière adéquate. En ce sens, un regard historique, avec ses hauts et ses bas, ne peut être que salutaire.

MICHELINE CALMY-REY

Conseillère fédérale

Les temps changent à une vitesse incroyable. Cette évolution offre des chances et ouvre de nouvelles possibilités. Mais elle nous malmène aussi et exige son tribut de victimes. L'histoire mouvementée de comedia et des organisations qui l'ont précédé en est un exemple frappant. Régulièrement, des travailleurs conscients de leur rôle se sont organisés. Afin d'obtenir malgré cette évolution le respect dû à leur corps de métier. Et pour veiller à ce que les travailleurs ne soient pas livrés à leur sort. Que ce soit les typographes il y a 150 ans, les employé-e-s du commerce du livre il y a 125 ans ou les lithographes et plus tard les journalistes – tous se sont engagés et ont recherché collectivement de nouvelles approches. Non sans risque, mais avec succès. Une fois de plus, comedia et ses membres ont fort à faire dans l'environnement dynamique d'aujourd'hui. Il vous faut cultiver votre solide métier, tout en faisant preuve d'un maximum de flexibilité. En outre, votre statut de partenaire social vous confère des responsabilités. Car les nouvelles technologies ont beau chambouler en permanence l'industrie graphique, le secteur du livre et le paysage de la presse, il reste une certitude. Sans prises de position



claires, il n'y a pas de politique possible, sans courage rien ne change, sans solidarité une société n'est pas viable. Ce n'est qu'ensemble que nous sommes forts. Je ne me limiterai donc pas à souhaiter à comedia beaucoup de bonheur pour les années à venir. Je lui souhaite surtout la force et l'endurance requises pour continuer de bien gérer le changement, en tant que syndicat des médias, dans l'intérêt des travailleurs. Et pour toujours adopter les meilleures décisions au moment opportun, grâce au riche acquis de ses 150 ans d'histoire.

150^e

1872

A Zurich, refus par les maîtres imprimeurs des revendications salariales de Typographia. Défaite de la section au terme d'un conflit de plusieurs mois et hémaragie de membres.

1876

Conflit de travail à Bâle. Défaite pour la FST, des briseurs de grève étrangers ayant été appelés en renfort.

1884

Mise en place au 1^{er} janvier, par la FST, de la 1^{re} caisse de chômage syndicale de Suisse. Vague d'émigration liée à la crise économique.

1900

Conflit de travail chez Benziger à Einsiedeln. Victoire des collègues après 12 semaines de grève, grâce à la solidarité et à la détermination générale.

125^e

1899

Première demande d'admission d'une femme, rejetée par la caisse maladie de l'association.

1907

Création de la caisse de décès.

125^e

1908

Introduction de la fermeture des magasins à 19 h, du repos dominical et de vacances payées.

1919

Conclusion de la première convention collective de travail avec l'Association patronale alémanique des libraires (SBV).



Le Syndicat de la communication félicite chaleureusement comedia pour son jubilé et se réjouit de bâtir ensemble les succès syndicaux de demain !

«Le plus ancien syndicat» du continent

Une société de St-Gall est le berceau de notre syndicat. Ou peut-être une autre de Genève. Toutes deux ont été fondées en 1832. La Société typographique de Genève a quant à elle très vite disparu. En 1844, une société avait également été fondée à Berne. En 1858 est fondée l'Association suisse des typographes.

Les membres de la Berner Typographia se réunissent chaque samedi dans un local situé à la Metzgergasse. Autour d'une bière, ils jouent aux échecs ou aux dominos, discutent du métier et de politique et parlent affaires. Ils ont en outre créé une bibliothèque et chantent dans un chœur d'hommes. Le 13 février 1858, les typographes et imprimeurs bernois publient le premier numéro de l'*Helvetische Typographia*, leur propre journal qui paraîtra tous les quinze jours (voir ci-dessous). Cette publication est à elle seule tout un programme.

Salaire minimum : 4 fr. par jour

Plusieurs caisses maladie ou sociétés d'entraide dans différentes villes ainsi qu'un contrat collectif en Suisse romande participent également aux débuts de l'histoire syndicale : la Société typographique de Genève a été fondée en 1850. Au cours de la même année, elle convient d'un «tarif local» avec les propriétaires d'imprimeries genevois. Le contrat comporte des salaires minimums –

quatre francs par jour –, une réglementation sur les heures supplémentaires, des prix précis par 1000 caractères et par page ainsi que les premières dispositions pour l'apprentissage. Une année plus tard, les imprimeurs lausannois signent un contrat similaire.

Assemblée constitutive à Olten

Le 15 août 1858, Typographia Bern qui vient d'échouer dans une lutte pour les salaires invite tous les imprimeurs de Suisse à une rencontre centrale. 73 hommes venus essentiellement de Suisse alémanique se rendent à Olten où ils sont accueillis à 9 heures du matin par la chorale des Bernois au café «zum Turm». A l'issue de cette rencontre, ils fondent un syndicat. Il semblerait que ce soit le syndicat national le plus ancien de Suisse, voire d'Europe! Mais est-ce véritablement un syndicat?

Un patron en tant que président

Les fondateurs de l'Association suisse des typographes élisent en effet un patron comme premier diri-

geant de l'assemblée, le propriétaire de l'imprimerie Müller de Langenthal. Sur les 73 personnes présentes au café à Olten, 13 sont des patrons. Et la participation des patrons est expressément souhaitée dans le programme provisoire de fondation. Les membres de l'Association des typographes ainsi constituée s'engagent à travailler exclusivement auprès de membres affiliés. Entre patrons et employés, «la défense des intérêts des deux parties dans une fidèle et loyale réciprocité» est un devoir national.

Le programme comporte aussi quelques points de dissension : il exige des salaires minimum contraignants ainsi que des prix uniformes dans l'imprimerie, souhaite réglementer la formation et instaurer des tribunaux arbitraux. Il prévoit une caisse d'entraide pour les typographes au chômage, une caisse pour les travailleurs itinérants ainsi qu'une caisse pour invalides, veuves et orphelins. Toutes les caisses maladie localement mises sur pied doivent être réunies. L'*Helvetische Typo-*





Au début du XX^e siècle en Suisse romande. Ouvriers de l'imprimerie avec les attributs de leur corps de métier. Tout à droite, le conducteur avec le marteau et le taquoir. (photo Association suisse des professionnels de l'impression, *Un siècle, Lausanne 1890-1990*, 1990)

graphia devient l'organe de l'association.

Dernier point à l'ordre du jour: l'élection du comité directeur. La commission centrale est composée de quatre imprimeurs et trois patrons. Le collègue Albrecht d'Aarau, propriétaire d'imprimerie, obtient la majorité des voix. Il est élu président.

Sur la voie du syndicat

Avec les patrons, les choses ne sont pas toujours simples. Même si les patrons sont invités à participer et que le président tout comme le vice-président Haller de Berne sont des leurs, ils se tiennent pour la plupart à l'écart de l'Association des typographes. « Afin de faire un pas en direction des patrons », l'assemblée générale de 1860 a même supprimé neuf articles contestés des statuts qui n'avaient été décidés qu'en 1859. Les articles supprimés contenaient des revendications sur les heures supplémentaires, le travail du dimanche et les examens de fin d'apprentissage. Les patrons ne sont plus que trois à participer à l'assemblée générale de 1861.

En 1860, les typographes font grève à Genève et à Coire. A Genève, un lock-out est prononcé: en réac-

tion à une revendication salariale, un propriétaire d'imprimerie fait venir neuf imprimeurs de Paris. En 1861, toutes les sections sont appelées par le comité central à élaborer des contrats locaux sur les tarifs et à les présenter à leurs patrons. En 1865, les imprimeurs de Soleure font grève pendant trois semaines dans le but d'obtenir une augmentation du salaire hebdomadaire de 23 à 25 francs. En 1867, un fonds de grève est créé dans lequel chaque membre doit dorénavant verser dix centimes par mois. Enfin, les patrons fondent en 1869 leur propre association, la Société suisse des maîtres imprimeurs.

Le patron président du syndicat des typographes démissionne en 1861, frustré; le vice-président six mois plus tard. Le « plus ancien syndicat du continent » rêve encore pendant quelques années d'une « réunification » avec les patrons et rejette en 1877 une proposition de créer une « association composée exclusivement d'employés ». Mais une chose est sûre: l'Association des typographes ne sera dorénavant plus directement dirigée par des patrons.

Stefan Keller

AUTRES DATES

En 1873, les imprimeurs romands se regroupent au sein de la Fédération des typographes de la Suisse romande (FTSR), laquelle défend aussi les collègues savoyards. Leur journal, *Le Gutenberg*, est édité depuis 1872 à Lausanne. La FTSR fusionnera avec les Alémaniques en 1917. Le 1^{er} janvier 1888, l'Union suisse des lithographes voit le jour; un regroupement avec les typographes se fera attendre jusqu'en 1999, alors même que le débat sur un syndicat de branche avait été lancé dès 1894. En 1889 est fondée une association nationale des relieurs, devenue par la suite la Fédération suisse des relieurs et cartonniers et, dès 1883, le personnel des librairies alémaniques a son association faîtière, qui s'appellera plus tard Association suisse des employés en librairies.

Le benjamin des syndicats formant aujourd'hui comedia, l'Union suisse des journalistes, sera fondé trois ou quatre générations plus tard, en octobre 1970. (SK)

150^e

1909

Sur proposition de l'Office de conciliation, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1910 de la journée de 8 h pour les compositeurs à la machine.

1910

Important chômage lié à l'usage toujours plus répandu de machines à composer dans les entreprises. L'association tessinoise se rallie à la FST.

Qui commande au temps, commande!

En 1868, les luttes pour les hausses de salaires et la réduction du temps de travail – à 10 h par jour à l'époque – étaient déjà au cœur des revendications du mouvement ouvrier suisse naissant. Les avancées ont souvent résulté de luttes comme la grève générale de 1918 et celle des typos genevois en 1977. La durée légale du travail hebdomadaire a progressivement été abaissée à 45/50 h aujourd'hui et à 40 h dans plusieurs CCT.

Un 1^{er} Mai à la fin du 19^e siècle à Zurich. Les travailleurs exigeaient déjà huit heures de travail, huit heures pour soi et huit heures de repos. (photo Gretler's Panoptikum zur Sozialgeschichte, Zurich)



150^e

1916

La FST se voit dans l'obligation de demander pour la première fois des allocations de renchérissement – l'Etat ne verse pas encore d'allocations pour perte de gain. Principal événement de l'année: fusion de la Fédération des typographes de la Suisse romande avec la FST. Dès le 1^{er} janvier 1917, une seule association regroupe tous les ouvriers imprimeurs de Suisse.

Entre 1850 et 1870, les artisans les mieux organisés exigèrent, parfois à l'occasion de grèves, la journée de 11 h, puis celle de 10 h (obtenue vers 1870 par les typographes). La loi sur les fabriques de 1877 fixe à 11 h. le maximum journalier. Au niveau international, dès 1889, la revendication est celle des 8 h quotidiennes, rappelée lors des 1^{er} Mai, dont elle constitue le fondement.

En 1905, on travaillait une soixantaine d'heures hebdomadaires, le samedi y compris. La revendication internationale des trois fois huit (8 h de travail, 8 h pour soi et 8 h de sommeil) fait donc rêver. C'est ainsi que l'on peut lire dans *Le Gutenberg* du 10 novembre 1905 un article de Dupain: «Voilà bientôt 16 ans que le Congrès international de Paris

décida que, à partir de ce moment, on se concentrerait pour obtenir le plus promptement possible et pour toutes les professions la journée de huit heures, seul remède à l'extrême misère dont souffrent tous ceux qui n'ont que leurs bras pour subvenir à leurs besoins: mais les années se succèdent sans rien apporter de nouveau. (...) Syndicats, renoncez à toute autre revendication pour vous donner entièrement à celle des trois huit, et laissez-vous guider par cette généreuse idée.» Les compositeurs typographes obtinrent les premiers la journée de 8 h en 1909.

Grève générale et avancées sociales

En 1917, la plupart des entreprises travaillaient encore 59 heures par semaine! On comprend mieux qu'une des revendications phares de la grève générale de 1918 soit justement de baisser le temps de travail à 8 h par jour. Fin juin 1919, suite à la grève générale, les Chambres adoptent la loi révisée sur les fabriques qui rame-

nait d'un seul coup de cinquante-neuf à quarante-huit heures (!) la durée légale du travail hebdomadaire dans les usines assujetties, en dépit de certaines dérogations. La période de paix du travail qui suivit à partir de 1937 et qui interdit les mesures de combat pendant la durée d'un contrat collectif n'a guère permis d'avancées aussi spectaculaires. Ce n'est qu'en 1964 que la législation sur le travail inscrit la semaine de 46 h pour l'industrie et les bureaux et 50 h pour les autres travailleurs.

La lutte des typos pour les 40 h

C'est notamment à partir de ce constat de stagnation que les Organisations progressistes de Suisse (POCH) lancent en 1971 une initiative populaire pour l'introduction de la semaine des 40 h. Elle sera nettement rejetée en 1976; la Fédération suisse des typographes (FST) a été le seul syndicat – avec la CRT – à la soutenir. Quelques mois plus tard, deux semaines avant l'échéance du contrat col-

SANS LUTTE, ÇA PREND PLUS DE TEMPS

Les libraires alémaniques n'ont obtenu la semaine de 40 heures qu'en 2003, lors des négociations conventionnelles. Il n'y a pas eu alors de grève, mais un marché conclu. L'Association patronale suisse alémanique des libraires et éditeurs (SBW) exigeait davantage de flexibilité à moindre coût, en raison de l'extension des heures d'ouverture. Comedia a bien renoncé à une partie de l'indemnisation des heures supplémentaires, mais contre la réduction d'une heure de la durée hebdomadaire du travail. Alors que dans l'industrie graphique, la grève a été un facteur de progrès pour la CCT, le secteur du livre a dû opter pour une autre tactique, soit les négociations et les modifications de loi. Plusieurs critères entrent en jeu pour qu'un syndicat parvienne à imposer ses exigences – création de valeur, importance économique et taille des entreprises. Or la création de valeur est faible dans les librairies. En outre, la branche était dominée par les petites et moyennes entreprises jusque dans les années 1990. Dans une petite librairie, personne ne tient à se mettre à dos ses chefs et à devoir lutter quotidiennement avec eux devant la clientèle. L'avenir dira si, avec l'expansion des grandes librairies, le climat social changera. Les libraires auraient amplement mérité des améliorations de leur CCT.

Danièle Lenzin



lectif des arts graphiques, le 1^{er} juin 1977, une assemblée réunit 1200 travailleurs du secteur à Genève. La ligne d'action des militantes est claire: la paix absolue du travail, qui sclérose les luttes, désunifie et désole les travailleurs, devait être supprimée du CCT. Les revendications sont centrées sur la semaine de 40 h et l'intégration des auxiliaires dans le contrat de travail des professionnels. Après un premier refus des représentants patronaux, la grève est lancée par la section genevoise de la FST, sans l'accord de la centrale. S'en suivent trois jours d'arrêt de travail à Genève activement soutenus par les sections de Lausanne et Zurich. Et cette lutte obtient de formidables résultats qui vont bénéficier à l'ensemble de la branche au niveau suisse avec l'introduction dans le contrat collectif des arts graphiques de la semaine des 40 h et l'intégration des auxiliaires!

Ce retour sur l'histoire démontre d'une part que la baisse du temps de

travail est possible sans que l'économie périclite et qu'elle est le plus souvent obtenue après une lutte déterminée des travailleuses et travailleurs. Si au début du XX^e siècle, travailler 10 h par jour, cinq jours par semaine semblait utopique, il nous faudrait aujourd'hui proposer une nouvelle «utopie», par exemple la semaine de 30 h, qui dans 20 ans nous semblera aller de soi! Pour rappel, jusqu'en 1936, l'idée de partir en vacances en continuant à toucher un salaire relevait aussi de la science-fiction. Et aujourd'hui c'est un acquis!

La lutte est à mener sur le temps contraint, celui que le patron exige de plus en plus de ses employées en les obligeant – par les différentes formes de travail sur appel et par l'annualisation du temps de travail – à être disponibles et prêtes à rejoindre le travail, même durant le temps pour soi, selon les besoins de la production...

Myriame Marti et Yves Sancey

SALUTATIONS DE...



(photo Valérie Chételat)

DANIEL BOLOMEY

Secrétaire général de la section suisse d'Amnesty International

Je suis syndicaliste depuis que je travaille et membre de comedia depuis le début. J'ai fait mon possible au temps de la fusion pour favoriser l'implantation du nouveau syndicat en Suisse romande. J'ai été membre du Comité central. Depuis ma nomination en 2001 à la tête d'une grande ONG des droits humains, je ne suis plus journaliste actif, mais de fait patron d'une PME (plus de 40 collaborateurs et collaboratrices). Pourtant je reste membre de comedia et paie ma cotisation. Pourquoi me suis-je à nouveau demandé lorsqu'on a sollicité ce papier?

Bien souvent, je peste contre le fait que le mouvement syndical – du point de vue de l'image du moins – s'est fait piquer le qualificatif de «progressiste» et a perdu la capacité de mobiliser et d'enthousiasmer les foules. Les Premiers Mai sont notamment des désastres qu'il faudrait éviter. Mais je peste plus encore contre l'arrogance du monde de la finance, complètement coupé du réel, qui produit des aberrations dont toute la société paie les coûts, quand ça passe et surtout quand ça casse... Alors je travaille, là où je suis pour des rapports de travail fondés sur

le respect et la concertation, ce qui n'exclut pas l'exigence à l'égard du personnel, surtout lorsque l'on travaille pour les droits fondamentaux. Alors je paie ma cote car mon cœur et mon engagement personnel sont et restent avec les défavorisés et les sans droits.

125^e

1919

Des femmes participent pour la première fois à l'assemblée générale.

1920

Premier magazine («Mitteilungen des Schweizerischen Buchhandlungs-Gehilfen-Vereins»).
Création de la première école de libraires de Suisse, sur l'impulsion des apprentis et des libraires bernois.

Notre recette au cours des 100 dernières années pour des négociations réussies: la camomille.



La camomille a un effet calmant, analgésique et relaxant les muscles.
Les chercheurs ont apporté la preuve scientifique d'une longue durée d'action.
Cinq tasses de thé à la camomille par jour durant deux semaines aident
en tant que léger sédatif et agissent contre les indigestions.

Pour son 150^e anniversaire, Viscom souhaite des négociations détendues.

Schweizerischer Verband für visuelle Kommunikation
Association suisse pour la communication visuelle
Associazione svizzera per la comunicazione visiva



150 ans de mutualisme

De tout temps et en tous lieux, les maîtres ont toujours eu peur de voir les gueux se regrouper et s'organiser. Le «diviser pour régner» est une très vieille devise de ceux qui forment la classe sociale supérieure de la société et la dirigent.

Les plus vieilles formes de regroupement depuis le Moyen Âge ont été les compagnonnages qui regroupaient des artisans dans une trilogie reconnue et acceptée: l'apprenti, le compagnon et le maître, ce mot étant à prendre dans le sens de sage, d'expérimenté. Mais, avec l'avènement du capitalisme, à la fin du 18^e siècle, les compagnonnages souffrent de la répression patronale et policière, car ils sont soupçonnés d'être des organisations séditeuses, influencées par la «conjuraison des égaux» de Gracchus Babeuf, une figure du «communisme primitif» défendant avec acharnement la double nécessité de la liberté et de l'égalité. La loi Le Chapelier adoptée par l'Assemblée nationale française en 1791 interdira d'ailleurs toute forme de coalition et elle fut reprise telle quelle par nombre de gouvernements cantonaux.

Premières caisses maladie

C'est ainsi que naquirent les sociétés de secours mutuels qui n'avaient pas pour but explicite la défense des droits sociaux de leurs membres et encore moins la contestation de la domination des maîtres, anciens ou nouveaux! Leur rôle était d'organiser l'entraide des ouvriers en cas de maladie, d'invalidité ou de décès. Au début du développement du capitalisme en Suisse, dans les premières décennies du 19^e siècle, dans les premières fabriques dédiées au textile, l'embauche se faisait de gré à gré, soit quotidiennement. Les ouvriers – hommes, femmes et enfants – étaient embauchés le matin et débauchés le soir. En cas de maladie ou d'empêchement, il n'y avait pas d'embauche et donc pas de salaire. Venait alors la misère. C'est dans ce contexte que le mutualisme prit son essor pour venir en aide à ceux qui

étaient rejetés du travail et du revenu. Une des mutuelles les plus connues dans les années 1830 en Suisse fut la société du Grütli, fondée par des travailleurs immigrés allemands engagés par les industriels suisses pour encadrer les ouvriers suisses du textile.

Par ailleurs, des artisans, comme les typographes par exemple, marqués par l'esprit des compagnonnages, furent aussi parmi les premiers à créer des mutuelles. On voit ainsi les commis d'imprimerie créer des caisses d'entraide à Aarau (1818), Zurich (1819), Berne (1824), St-Gall (1832), Lucerne (1836). En Suisse romande, c'est du côté des ouvriers bijoutiers et horlogers que le mutualisme se développe et on voit se créer des sociétés de secours mutuels à Genève dans la fin des années 1830.

Solidarité des faibles entre eux

Le mutualisme, qui porte en lui-même l'idée de réciprocité et d'entraide, se fonde sur la solidarité des faibles entre eux. Les sociétés mutuelles ont eu ainsi assez vite des tendances revendicatrices pour changer les mauvaises conditions sociales. C'est donc souvent de ces sociétés que surgit la forme d'organisation ouvrière la plus apte à porter l'action revendicative contre le patronat: le syndicalisme. Et ce n'est pas un hasard si le premier syndicat créé au plan suisse est celui des typographes en 1858, dès lors que les coalitions furent autorisées par la Constitution fédérale de 1848!

Bruno Clément

SALUTATIONS DE...



(photo Daniel Rihs / Pixsil)

SYLVIA EGLI VON MATT

Directrice du MAZ, l'école suisse de journalisme

Mes sincères félicitations pour les 150 ans de comedia – qui est six fois plus âgé que l'école suisse de journalisme MAZ! Les syndicalistes de comedia ont beaucoup obtenu. Nous vieillirons ensemble, le futur l'exige. Nous chercherons toujours à nous améliorer et pour ce faire, nos buts communs demeurent: avec une bonne formation, les acteurs médiatiques peuvent mener un travail professionnel de qualité sur tous les fronts grâce à de bonnes conditions de travail. Continuons de défendre avec enthousiasme ce journalisme de

qualité – nous et les autres responsables de la branche des médias. Le MAZ souhaite à comedia encore beaucoup de plaisir, de passion, de créativité et de succès.

150^e

1917

Après des difficultés initiales en Suisse romande et au Tessin, instauration d'une réglementation professionnelle – au niveau national dans la branche de l'imprimerie – la plus moderne et la plus complète pour l'époque en Suisse.

125^e

1921

L'association admet pour la première fois les membres n'ayant pas effectué d'apprentissage de libraire, et leur accorde les mêmes droits qu'au personnel qualifié.

1929

Les partenaires sociaux fondent ensemble un fonds des bourses.

Ne sous-estimez jamais les dangers sur votre lieu de travail.



Les accidents ne surviennent jamais par hasard. Même les pros tombent dans le piège, car ils ont tendance à surestimer leurs capacités ou à sous-estimer les dangers: alors soyez prudent.

suvapro
Le travail en sécurité

Du sceptique au champion de la fusion



(photo Klaus Rosza)

De 1989 à 2005, Christian Tirefort a été le dernier président du Syndicat du livre et du papier (SLP) – et le premier président de comedia. Il a profondément marqué l'évolution de notre syndicat, en ne se contentant pas d'être un théoricien mais en prônant une politique syndicale combative, couronnée de victoires sur le terrain. Certains avaient pensé, lors de la fusion, que comedia avait besoin d'une nouvelle personnalité, féminine de préférence, pour partir sur de nouvelles bases. D'autres toutefois ont cru que Christian et le SLP, principal partenaire de la fusion, avaient droit à cette première présidence, et que c'était la seule façon de garantir que comedia ne dévie pas du cours antérieur du SLP.

Dans les années 1980, alors que la Fédération suisse des typographes (FST), le SLP et l'Union suisse des lithographes (USL) parlaient depuis longtemps de fusion et qu'émergeait l'idée d'un nouveau syndicat des médias, Christian faisait encore partie des sceptiques face à tout rapprochement syndical allant au-delà des « cols bleus ». Il avait en effet une conception restrictive de la classe ouvrière et ne voyait pas d'un bon œil la participation des journalistes à la même organisation luttant pour le changement social.

Par la suite, Christian s'est transformé en champion de l'idée d'un syndicat des médias. Tourné vers l'avenir, il a voulu ainsi réagir à la concentration des médias, à l'évolution technologique, à la redéfinition des profils professionnels, à la domination du capital sur le travail ainsi qu'à la menace pesant sur la liberté de l'information. Convaincu que les salariées n'ont pas d'autre possibilité que de s'unir pour défendre leurs intérêts contre le pouvoir du capital. Avec beaucoup d'énergie, il a travaillé par la suite pour réunir sous un même toit d'autres syndicats ou associations de la branche des médias. Il lui a d'ailleurs fallu affronter des critiques, tout le monde ne comprenant pas, dans « son » SLP notamment, que l'on mette sur pied d'égalité toutes les organisations, petites ou grandes. Une telle approche contrariait les membres qui concevaient la fusion comme une reprise par le SLP... Christian s'est montré respectueux de chacune des organisations impliquées et a su ainsi surmonter les moments difficiles. Et si aujourd'hui il est à nouveau question de fusion, nous devons à comedia de ne pas être en position de faiblesse et de ne pas jouer le rôle du quémandeur dans ce processus.

Depuis qu'il a pris sa retraite en 2005, Christian est toujours en quête de nouvelles formes de sociétés plus justes. Il est ainsi très engagé dans les forums sociaux et dans le mouvement altermondialiste. Cette dimension internationale de la lutte au profit des plus faibles lui tenait déjà à cœur au SLP et chez comedia, où nous lui paraissions parfois trop « lents »...

Roland Kreuzer,
coprésident de comedia

SALUTATIONS DE...



(photo Edouard Rieben)

CHRISTINE GOLL

Présidente du syndicat SSP et
conseillère nationale socialiste du
canton de Zurich

Comedia ne peut pas être si âgé ! Je me souviens encore être devenue membre du nouveau syndicat des médias bien que depuis mon apprentissage, des années auparavant, j'aie accordé ma confiance au SSP. Je m'explique : à l'époque j'étais membre de la section de l'Union suisse des journalistes (USJ) au SSP. A ce moment-là, 1500 membres de l'USJ ont été transférés chez comedia. Je suis restée longtemps fidèle à comedia, même lorsque je n'exerçais plus le journalisme comme activité principale. Je suis retournée au SSP lorsque j'ai décidé de me porter candidate pour la présidence. Mon attachement à comedia est resté et s'est même intensifié dans les mois passés. Pour cette année de jubilé, la base du syndicat comedia, du SSP et du Syndicat de la commu-

nication a donné son feu vert pour concrétiser l'organisation de la fusion. C'est pourquoi je souhaite les meilleurs vœux pour ce jubilé et pour notre projet futur !

150^e
1918

Participation des grandes sections de la FST à la grève générale de 1918 que le patronat qualifie de « grave violation de la réglementation professionnelle ».

150^e
1919

Semaine de 48 heures pour les compositeurs à la main et les imprimeurs ; les compositeurs à la machine obtiennent la semaine de 44 heures, au bout de trois jours de grève.

Espoir déçu d'une amélioration de la situation du marché du travail. L'AD approuve une résolution portant sur l'introduction de la semaine de 40 h.

Des luttes victorieuses

Les succès et les jalons des 150 dernières années ne se résument pas à la lutte syndicale pour un Contrat collectif de travail (CCT). Ainsi une coopérative d'achat de tabac a très tôt subventionné la caisse maladie syndicale, tandis que des fumeurs invétérés faisaient capoter un règlement contre les maladies professionnelles.



Compositeurs au travail dans la *Typographendruckerei* de Bâle vers 1900. (tiré du livre commémorant les 50 ans du *Typographenbund*, 1908)

Parmi les réussites des ouvriers imprimeurs de Suisse, l'une des plus cocasses est le commerce de cigares lancé par Typographia Berne le 1^{er} novembre 1868, grâce à une avance de 86 fr. Le 6 mars 1869 déjà, le gérant annonçait un chiffre d'affaires de 600 fr. et un bénéfice de 90 fr. Le résultat avoisinait 427 fr. à la fin de

1870, permettant une première distribution des bénéfices. La coopérative d'achat de tabac créée par la section bernoise a dégagé par la suite entre 300 et 900 fr. de bénéfices annuels. A la fin du 19^e siècle, la consommation de tabac des Bernois dépassait 100 000 cigares par an; elle subventionnait notamment la caisse maladie syndicale. Un rapport de 1898 signalait à juste titre que cette branche d'activité, aux

bénéfices profitant à tous les membres, recevait de Typographia une attention dûment méritée.

Aujourd'hui la passion bien connue des premiers syndicalistes pour le cigare ne passe plus pour un exemple à suivre. Au moins le tabac a-t-il été à l'origine d'un conflit social victorieux dans l'histoire de la fédération des typographes. En 1888, les maîtres imprimeurs avaient adopté un règlement contre les maladies professionnelles aux dispositions vexatoires. Ils entendaient ainsi échapper aux indemnités prévues par le nouveau droit de la responsabilité civile quand un collaborateur devient invalide. Concrètement, tous les travailleurs auraient été soumis à un examen médical conçu pour éliminer les personnes fragiles. Il aurait également fallu subir un examen médical à chaque changement d'emploi.

En outre, comme à l'époque l'aération des ateliers de composition et des salles des machines laissait sou-

vent à désirer, les employeurs y interdisaient la fumée. Or, alarmée par des travailleurs inquiets, la FST a invité ses membres à ne pas respecter ce règlement. Leur résistance durable a amené le patronat à faire marche arrière. Plus d'un employeur a même installé un système d'aération, et l'usage de la fumée a été maintenu dans la plupart des imprimeries.

Contrat unique et caisse de chômage

Parmi les acquis majeurs de ces années figurent – outre des conflits locaux comme la grève victorieuse d'Einsiedeln en 1900 (voir p. 18) – la création en 1884 d'une caisse centrale de chômage, puis la signature de contrats nationaux des linotypistes (1906) et des typographes (1907). Les employés d'imprimerie qualifiés disposeront dès lors de la première assurance chômage syndicale et d'un contrat collectif de travail pionnier, auquel se rallieront bientôt les Tessinois et, en 1913, les Romands.

La fédération des typographes a ainsi clairement joué un rôle de pionnier des mouvements ouvriers en Suisse. Le syndicat possède dès 1900 son secrétariat permanent à Berne, géré jusqu'en 1939 par le linotypiste Jacques Schlumpf. En 1918, la FST acquiert le bâtiment de la Monbijoustrasse à Berne, où *comedia* réside depuis 1999.

Grève de 1922

Le 1^{er} janvier 1918, la Fédération romande des typographes avait fusionné avec la FST et leurs contrats respectifs avaient été adaptés afin de constituer une convention professionnelle pour l'imprimerie, document d'une bonne centaine de pages reprenant tous les accords conclus entre le patronat et le syndicat et



réglant en détail les rapports de travail. Or en participant à la grève générale de novembre 1918, suite à la décision de certaines sections, les ouvriers imprimeurs violent leur réglementation professionnelle et le patronat le leur reproche sévèrement. Un an plus tard, suite à une courte grève, les linotypistes obtiennent la réduction de leur temps de travail à 44 heures, succès étonnant alors que les autres travailleurs en Suisse viennent d'obtenir l'inscription dans la loi de la semaine de 48 heures.

En 1922, les maîtres imprimeurs dénoncent la convention professionnelle de 1918 et cherchent à démanteler les salaires. Les sections de Genève et Lausanne entrent en grève le 18 novembre 1922, suivies le 21 par Bâle, Berne et Zurich. La grève se poursuit jusqu'au 14 ou 15 décembre et suscite beaucoup d'attention en Suisse. Une fois encore, le syndicat s'impose et obtient un contrat collectif de travail. Il pose ainsi la première pierre d'une longue paix sociale qui, hormis des grèves sauvages ponctuelles, se poursuivra au-delà de la crise des années 30, de la Deuxième Guerre, des revendications sociales de l'après-guerre pour marquer durablement, jusque dans les années 80, la majorité des typographes et leur syndicat.

Fin des « années de plomb »

Les histoires héroïques sont rares durant les périodes de paix. Aussi bons soient-ils, les résultats des négociations ne font guère les gros titres, faute de lutte pour les obtenir. Les permanents syndicaux et les entrepreneurs sont mus par des intérêts en apparence identiques, défendant le statu quo. La preuve en est qu'on retrouve au sein de Typographia, dans les années de l'après-guerre, les formes d'exclusion dont faisaient alors les frais les communistes, les étrangers et les femmes. Quand durant la guerre froide des membres du Parti du travail sont licenciés pour des raisons politi-

ques, la FST ne leur accorde aucune protection syndicale, alors même qu'ils sont membres du syndicat. A la même époque, des étrangers perdent leur travail à cause de la mauvaise conjoncture et sont renvoyés dans leur pays. Loin de protester, la FST se montre soulagée. Enfin, un procès-verbal du 31 mai 1956 de la section zurichoise contient une remarque révélatrice: « Pour la première fois, une femme a pris la parole lors d'une assemblée de Typographia: Berty Bünzli a dénoncé les discriminations subies par le personnel auxiliaire. » Ce n'est qu'en 1960 que les femmes auront accès au statut professionnel de typographe – et encore dans un premier temps à condition d'être filles d'un maître imprimeur ou d'un imprimeur syndiqué!

Semaine de 40 heures

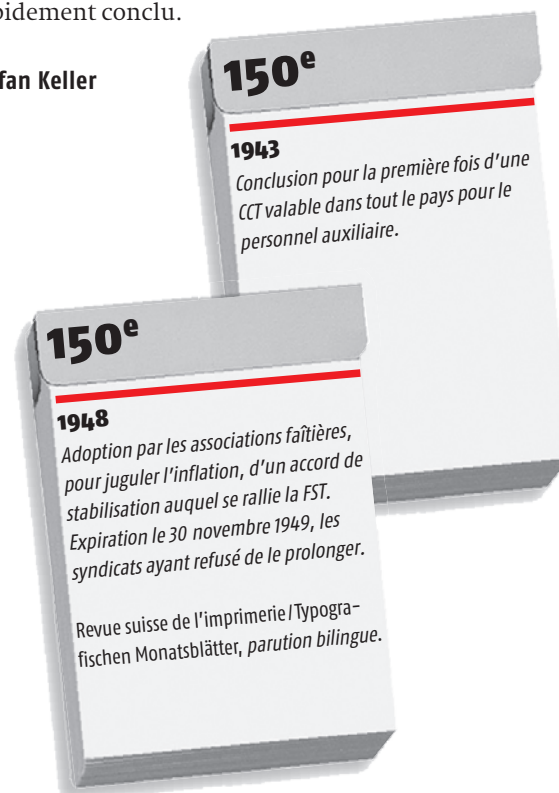
Le syndicat a beaucoup fait parler de lui depuis les années 60. Les sections zurichoise et genevoise se radicalisent et s'opposent toujours plus à la centrale de Berne. La création d'un nouveau fonds de grève est plusieurs fois exigée, en vain. Au même moment, la branche connaît une hécatombe d'emplois. A Genève, les typographes se mettent en grève en 1977, sans la permission de la centrale, pour obtenir l'introduction de la semaine de 40 heures, forçant la FST à durcir le ton des négociations. La semaine de 40 heures finira par être introduite, avec un délai de trois ans. Une fois encore, les typographes sont à la tête du mouvement syndical et écrivent l'histoire (voir aussi texte p. 8).

La grève nationale de décembre 1980 sera toutefois un fiasco. Cet échec retarde même de plusieurs années le renouveau syndical, alors que les entrepreneurs n'attendent pas pour restructurer en profondeur le secteur. Des luttes internes – au cours desquelles un président zurichois du syndicat sera même mis en détention suite à la dénonciation d'un secrétaire central – donnent une piètre image de l'orga-

nisation subséquente à la fédération des typographes. Pourtant le Syndicat du livre et papier (SLP), créé en 1980, reste une organisation forte, comme le montrent les Genevois qui, en 1990, obtiendront par la grève l'annulation du licenciement d'un syndicaliste en vue employé à la *Tribune de Genève* (voir p. 21). En 1989, quand le groupe zurichois du *Tages-Anzeiger* licencie le président de la section locale Roland Kreuzer, l'élan de solidarité franchit certes les limites du syndicat, mais sans que les ouvriers de l'imprimerie osent se mettre en grève.

Parmi les triomphes de cette époque figure certainement la plainte lancée avec succès par la nouvelle Commission féminine du SLP contre son propre syndicat, pour avoir signé un CCT qui violait l'article sur l'égalité (voir pp. 24-25). – Et une nouvelle grève qui prouve encore la combativité du syndicat à l'échelle suisse. En 1994, les travailleurs de l'imprimerie débraient pendant 24 heures contre les employeurs qui n'ont pas renouvelé leur CCT. 13 journaux ne paraissent pas ce jour-là et 15 comportent un nombre de pages fortement réduit. 7000 personnes manifestent dans différentes villes. Le CCT sera rapidement conclu.

Stefan Keller



Quand la désunion mène à l'échec

Une histoire longue de 150 ans ne saurait comporter que des succès.

30 ans après sa fondation, la Fédération suisse des typographes (FST) a subi un terrible échec, qui a failli lui coûter son existence.

La répression est, avec la désunion, une des causes de l'échec de certaines luttes. Du moins sur le court terme.

Dessin de Félix Vallotton sur la bourgeoisie de la fin du XIX^e siècle, qui disposait de la presse, de la police et de l'armée pour tenir en respect l'«ennemi intérieur» qu'on appelait aussi «la canaille».



Depuis toujours le syndicat a exigé des imprimeurs un contrat collectif national de travail, dans l'espoir d'éradiquer la concurrence déloyale, souvent dénoncée, des imprimeurs bon marché. Or le patronat n'est guère intéressé par un contrat unique. Par conséquent les sections syndicales sont obligées de négocier des accords locaux et, à chaque fois, les salaires minimaux, les prescriptions sur la durée du travail et les normes régissant la formation n'ont qu'une portée régionale.

Les conflits sont monnaie courante. Comme à Zurich en 1873, où les employeurs tentent en vain de ne plus embaucher de membres du syndicat. Ou à Bâle en 1876, où les entrepreneurs remplacent les grévistes par des travailleurs allemands et où un tribunal condamne quatre syndicalistes à des peines de prison.

En novembre 1889, Typographia à Zurich lance un ultimatum pour réduire de dix à neuf heures la durée quotidienne du travail. A l'expiration de l'ultimatum, dix imprimeries se mettent en grève. Le conflit s'envenime quand les patrons zurichois invitent par lettre leurs collègues de l'extérieur à leur envoyer des briseurs de grève. En réaction, les typographes

et les ouvriers imprimeurs de Bâle, Berne, Bienne, Coire, Lucerne et Winterthour se mettent à leur tour en grève, tandis que les Saint-Gallois critiquent cette manœuvre patronale.

Le temps des briseurs de grève

L'association des maîtres imprimeurs réagit en invitant tous les travailleurs à quitter la fédération des typographes. Elle propose aux ouvriers non syndiqués sa propre assurance sociale, à un prix très avantageux. Les briseurs de grève reçoivent le salaire que les syndicalistes exigeaient en vain. Manifestement les autorités sont du côté des patrons : l'armée sera même mobilisée à Zurich contre les imprimeurs. Après une semaine, la fédération des typographes cède sur presque tous les points. Un compromis boiteux, qui ne sera jamais respecté par les employeurs, est alors conclu.

L'association patronale profite de sa victoire pour se venger et remplace un maximum de syndicalistes par du personnel non syndiqué. Les travailleurs ayant participé à la grève sont licenciés, leurs noms sont inscrits sur des listes noires et certains subiront même un procès pour rupture de contrat. A la fin de

l'année 1889, la fédération des typographes doit ainsi puiser dans ses caisses pour soutenir près de 150 collègues, généralement des pères de famille. D'où des difficultés financières qui dureront plusieurs dizaines d'années. En 1895, la FST doit même quitter temporairement l'Union syndicale suisse, faute de pouvoir payer ses cotisations.

Chances manquées

Ce que le patronat de la fin du 19^e siècle avait quasiment réussi – anéantir tout une organisation – a failli se répéter un siècle plus tard, avec la disparition des métiers classiques de l'imprimerie. Des syndicalistes avaient bien préconisé dès 1894 de créer un syndicat de branche. En 1922, la Fédération suisse des typographes (FST), l'Union suisse des lithographes, la Fédération suisse des ouvriers relieurs et la Fédération des ouvriers du papier et auxiliaires d'imprimerie décident de fonder une confédération des arts graphiques. Cette association faïtière visait expressément à développer systématiquement les fédérations membres, en se fournissant mutuellement conseil et aide, ainsi qu'à encourager et défendre les intérêts professionnels et syndicaux. Or le projet d'en faire un nouveau syndicat échouera lors du vote constitutif de 1923, en raison du refus massif de la FST. Ses membres soupçonnaient les relieurs et les manœuvres de l'industrie graphique de chercher à profiter des conditions de travail pour lesquelles les typographes et les lithographes avaient dû se battre seuls.

Typos et lithos en conflit

En 1924 éclate un conflit ouvert entre les deux principaux syndicats de la branche. La Fédération suisse

des typographes et l'Union suisse des lithographes s'estiment toutes deux compétentes dans le nouveau secteur de l'impression offset. Ainsi, lorsqu'un membre de la FST au chômage travaille sur une machine offset de la Société polygraphique de Laupen, les lithographes employés localement se mettent en grève et exigent le licenciement de ce collègue. Après une violente polémique attisée par la presse syndicale, la FST finit par céder. A l'avenir, seuls pourront travailler comme imprimeurs offset les employés de l'industrie lithographique.

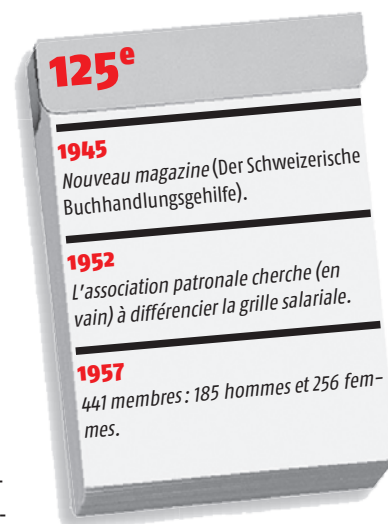
Le conflit de l'offset de 1924 prête à sourire aujourd'hui. A l'époque, chacun des syndicats de l'industrie graphique cherche encore systématiquement à se profiler, quitte à saisir l'arme de la grève contre

un syndicat rival. Au lieu de développer une conscience solidaire et d'encourager une appartenance à la classe ouvrière – comme le voudraient les principes de la gauche –, les professionnels de l'imprimerie et de la lithographie ont parfois fait preuve d'un corporatisme déplacé: la lithographie, disent-ils, est un procédé chimique et donc les lithographes n'ont rien à voir avec les typographes, qui travaillent selon des principes mécaniques. Ces deux corporations jugent en outre qu'un fossé les sépare des relieurs ou des cartonneurs et se figurent que leur formation en arts appliqués les situe bien au-dessus des manœuvres de l'industrie graphique.

L'ironie du sort veut que dès les années 1960, ce soient précisément des manœuvres – des étrangers et

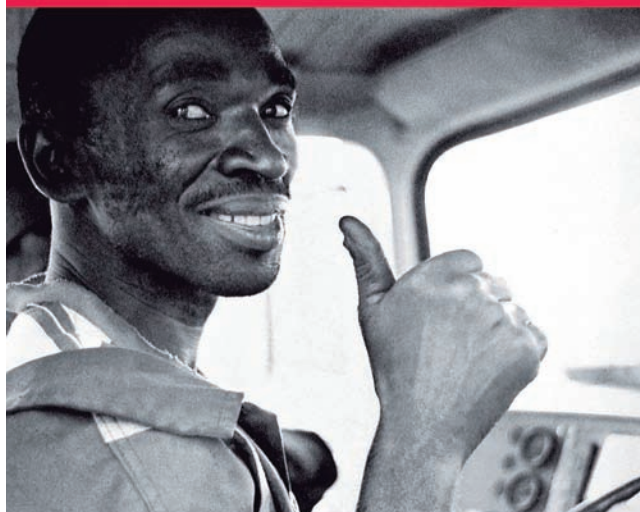
les femmes longtemps regardées de haut – qui ont le plus marqué la vie syndicale. Certes, on peut y voir le résultat d'une révolution technique qui s'imposera malgré la résistance des imprimeurs attachés à leurs traditions. Pourtant la fin de Typographia et de l'Union suisse des lithographes, soit leur dilution dans un nouveau syndicat, peut aussi être interprétée comme un succès. Comme un retour aux principes égalitaires du syndicalisme.

Stefan Keller



Les 25 ans du SOLIFONDS **LA SOLIDARITÉ, UNE VALEUR SÛRE**

Présenté par Stefan Howald



édition 8

Tous nos vœux à **comedia**, en première ligne **depuis 150 ans !**

« comedia soutient les actions de solidarité internationales ainsi que la lutte – dans le monde entier – pour les droits syndicaux et de la personne. » (charte)

Dans ce domaine, le **SOLIFONDS** vous épaula **depuis 25 ans !**

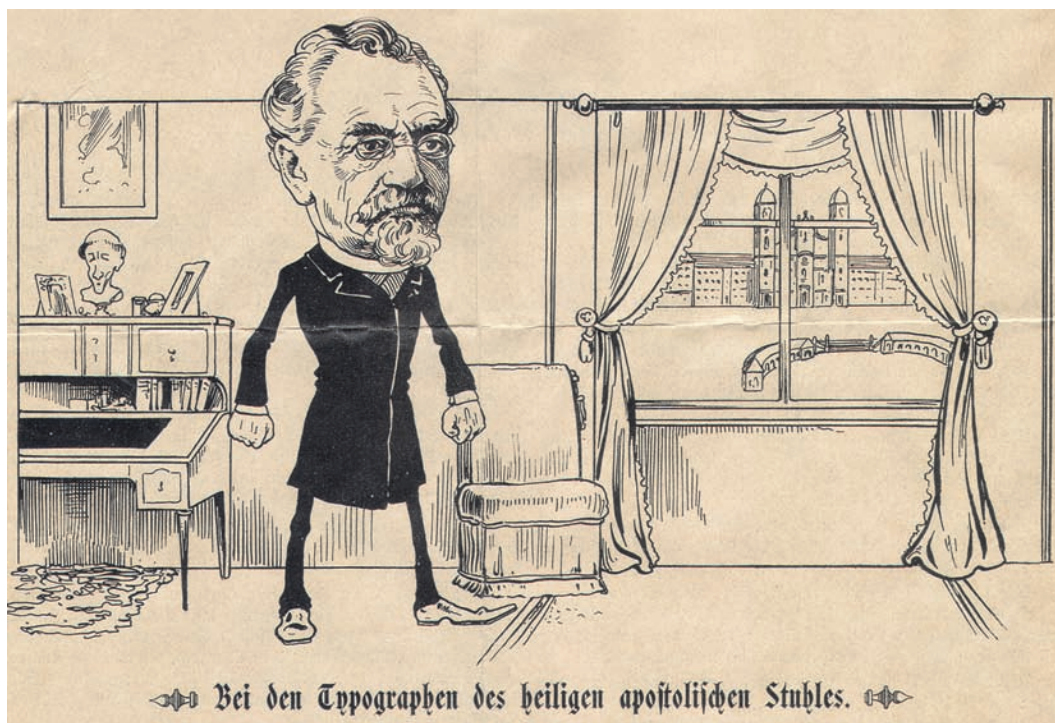
La solidarité n'est pas un vain mot. Depuis vingt-cinq ans qu'il existe, le Solifonds a soutenu plus de quatre cents projets et actions un peu partout dans le monde. Ce livre anniversaire montre comment la résistance répond à la répression. Il témoigne du courage, de la volonté et de la persévérance de ceux qui luttent pour la liberté et la dignité. Et les analyses détaillées d'auteurs venus d'horizons les plus variés illustrent le rôle que la solidarité internationale peut jouer à l'ère du capitalisme sauvage.

Lire la suite dans le livre anniversaire paru chez édition 8:
204 pages plus DVD, 24 francs
ISBN 978-3-85990-142-1

Disponible en librairie et auprès du
SOLIFONDS Quellenstrasse 25, 8031 Zurich
tél. 044 272 60 37 | www.solifonds.ch | CP 80-7761-7

La plus longue grève des typos

A la fin janvier 1900, la maison d'édition Benziger à Einsiedeln licencia tous les employés affiliés à la Fédération suisse des typographes. Suite à ces événements, plus de 160 collègues entamèrent une grève qui devait devenir l'une des plus longues de toute l'histoire de l'imprimerie. Trois mois plus tard, Benziger céda (journée de 10 h et nouveau tarif de salaires et de travail) dans un premier temps...



Plus de quatre ans après la grève, la lutte des travailleurs chez Benziger était encore un point de référence pour la caricature politique. (tiré du *Luzerner Tagblatt* du 21 octobre 1904)

Voici l'extrait d'une lettre adressée aux directeurs de la maison d'édition Benziger: «Comme on peut le lire depuis longtemps dans les journaux, vous n'êtes qu'une bande de salopards qui exploitez sans vergogne les pauvres travailleurs. Attendez que j'en attrape un seul de votre satanée clique et il passera un sale quart d'heure.» Rédigée le 27 octobre 1901 à Baden et signée «A.K., anarchiste», «Au nom de tant d'au-

tres», cette lettre démontre que 18 mois après la grève l'affaire n'a pas fini de faire des vagues et les pratiques de la maison d'édition Benziger continuent d'être suivies de près.

Encouragements de l'étranger

La grève qui a duré de février à avril 1900 a suscité un vaste élan de solidarité au-delà de nos frontières: des collègues de toute l'Europe ont exprimé leur soutien aux ouvriers d'Einsiedeln par des dons généreux. C'est en fin de compte grâce au fonds de grève de la Fédération suisse des typographes (FST) et du soutien des associations partenaires internationales que les ouvriers d'Einsiedeln ont pu lutter pendant presque trois mois pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Une victoire mitigée

Avec les concessions accordées par la maison d'édition Benziger et la reprise du travail convenue le 29 avril 1900, les grévistes avaient atteint

leurs principaux objectifs: l'introduction de la journée de 10 heures et d'un nouveau tarif de salaires et de travail.

Mais l'enthousiasme ne fut que de courte durée. Au cours des mois qui ont suivi la grève, les soupçons se sont confirmés: l'entreprise Benziger ne s'était engagée à la paix qu'en apparence. Au cours de la grève, des voix s'étaient élevées appelant à se méfier de la vengeance des directeurs. Le directeur technique Charles Benziger, connu pour être une grosse brute, avait ranimé la volonté de résistance des ouvriers en annonçant en septembre 1899 une réduction des salaires de 20 à 25 %. Selon les grévistes, il ne ratait aucune occasion de sévir contre ses ouvriers.

Par exemple, Charles Benziger prit des mesures contre un responsable des machines en lui ordonnant de balayer la salle des machines. Essuyant un refus, le directeur technique en profita pour le congédier sur-le-champ en lui versant ses deux

150^e

1956

Alors que la SSMI fait la sourde oreille, les typographes, les lithographes et les relieurs s'entendent pour présenter comme seule revendication le passage à la semaine de 44 h. Elle sera introduite au 1^{er} septembre 1959.

« Des années agitées »



Pendant 22 ans – de 1967 à 1989 –, Erwin Gerster a été président central de la Fédération suisse des typographes (FST) puis de l'organisation subséquente, le Syndicat du livre et du papier (SLP). En 1989, il a passé le flambeau à Christian Tirefort (voir p. 13). « De mon temps, la présidence centrale était encore une activité accessoire », se rappelle ce syndicaliste de 89 ans, actif à ses débuts au comité de la section de Berne.

Son certificat d'apprentissage de typographe en poche (1935-1939), Erwin Gerster a été appelé sous les drapeaux. Après son service actif, il a commencé son premier travail en 1944. En 1953, il a rejoint l'imprimerie Benteli à Bümpliz. Par la suite, il a brièvement travaillé à la Verbandsdruckerei à Berne puis, jusqu'à l'âge de la retraite, à l'imprimerie de labour du quotidien bernois *Bund*, où il était notamment responsable des apprentis – jusqu'à 14 à la fois... Gerster avait déjà eu affaire à des apprentis au début de sa carrière, mais en Suisse centrale où il enseignait, à titre accessoire, à l'Ecole professionnelle de Lucerne. « Les imprimeries d'alors comptaient encore beaucoup d'apprentis », conte-t-il, « mais leur nombre a chuté suite aux progrès technologiques. »

Erwin Gerster a rédigé pour les 130 ans du SLP la plaquette « 130 bewegte Jahre », chronologie des luttes syndicales et des acquis, mais aussi tour d'horizon des changements

survenus dans la branche, des crises et des emplois perdus. « En effet, c'était une époque agitée », se rappelle Erwin Gerster, qui faisait toujours partie des délégations aux négociations conventionnelles. Mais on a obtenu de bons résultats; avec à l'époque un taux de syndicalisation de près de 90 %, nous avons beaucoup de poids aux négociations.

Comme président central, Erwin Gerster s'est souvent rendu à l'étranger. Il a ainsi participé à des congrès internationaux, entretenant notamment de bons contacts avec ses collègues allemands d'IG Druck und Papier (aujourd'hui ver.di). Son avis sur les fusions est mitigé: comedia n'est pas parvenu à ses yeux à dépasser les frontières entre corps de métiers pour réaliser une vision commune. Mais un regroupement avec les syndicats des métiers voisins s'imposait, à cause du recul des effectifs et de la situation financière précaire.

Après sa retraite, Erwin Gerster a présidé quelques années la commission des retraités du SLP. Il reste lié à la « vieille garde » du syndicat à Berne, lit régulièrement *M-magazine*, se rend aux assemblées de section et se tient informé des dossiers du Comité central, dont il a fait partie pendant 33 ans.

Charlotte Spindler

150^e

1970

Décision spontanée de créer un fonds de lutte à l'AD extraordinaire d'automne.

1977

En avril, la section de Genève mène une grève de 3 jours (contre la volonté de la centrale FST) pour la semaine de 40 h. Résultat: introduction par étapes des 40 h. jusqu'au 1^{er} juin 1979 et progressive mise sur pied d'égalité du personnel auxiliaire.

125^e

1958

Jubilé des 75 ans. Réflexion sur le nom allemand de l'association, jugé désuet.

1960

Nouveau nom: Association suisse des employé·e·s en librairies (ASB). Le magazine devient *Der Buchhändler* (BuchhändlerIn dès 1991).

1962

Proposition du groupe local zurichois d'introduire la semaine de cinq jours.

1964

Nouvelle CCT: semaine de 44 heures, salaires minimaux de la 1^{re} à la 8^e année après l'apprentissage: 600, 630, 660, 700, 750, 800, 850, 900 francs.

1965

Discussion à l'ASB sur la passivité des membres: « La création de groupes locaux est-elle problématique? » L'OFIAMT présente son projet de nouveau règlement de formation de libraire.

semaines de salaire. Comme le responsable des machines était l'ancien caissier du fonds de grève, le directeur n'avait pas hésité à prononcer le licenciement. En agissant de la sorte, Benziger avait violé un des accords conclus avec les grévistes, à savoir que l'appartenance à la FST ne pouvait en aucun cas être un motif de licenciement.

Syndicat indésirable

La maison d'édition Benziger n'accepta pas la FST comme partenaire de négociation. L'entreprise ne tolérerait pas l'appui d'une organisation dans les conflits et les revendications des ouvriers. Cette attitude intransigeante, la citation ci-dessus ainsi que d'autres documents historiques montrent que la situation chez Benziger ne s'est pas améliorée après la grève. Et pendant de longues années, le patron Benziger a nourri des sentiments de vengeance envers ses ouvriers.

Daniel Meienberg

Un libre rebelle...



Thomas Bernhard a été désigné secrétaire central de l'Union suisse des journalistes (USJ) en 1991, après avoir travaillé tour à tour pour Amnesty International et l'Union syndicale suisse. Très vite, il s'est engagé pour le rapprochement des forces syndicales de la branche des médias, multipliant les contacts personnels avec le Syndicat du livre et du papier (SLP), l'Union suisse des lithographes (USL), le Syndicat suisse des mass media (SSM), la Fédération suisse des journalistes (FSJ) et l'Association suisse des employé·e·s en librairies (ASB). Il était donc logique que «sa» section du SSP le délègue au comité directeur de l'Association Syndicat des médias suisse, chargée de préparer la fusion des six fédérations initialement intéressées.

Thomas Bernhard est rapidement devenu un acteur essentiel du projet de fusion. D'une part, il connaissait parfaitement le milieu des journalistes et disposait d'une vaste expérience des conflits et des négociations – à une époque où les journaux disparaissaient les uns après les autres. Il était également incollable en matière d'organisation de projet, de même que sur les questions juridiques et économiques. Les projets de charte et de statuts, les modèles pour les cotisations et bien d'autres documents sont de sa plume (les défis disputés sur d'autres terrains le passionnent toutefois aussi, si l'on en juge par sa carte permanente pour les matchs des Young Boys...).

D'autre part, Thomas Bernhard s'est montré un bâtisseur de ponts. Quand l'émotion prenait le dessus pendant une séance, il savait garder son sang-froid et son humour. Il avait le don de dépassionner les discussions et de formuler des propositions acceptées de tous. Son attitude positive a aidé le projet à surmon-

ter bien des moments difficiles. Dès les premiers jours de comedia, au début de 1999, il a été actif comme secrétaire central du secteur presse et comme membre du Comité directeur. Il voulait lui-même tester et parfaire toutes les idées du processus de fusion. Il a ainsi veillé, avec ses compagnons de lutte, à intégrer les valeurs chères à l'USJ dans la nouvelle organisation. Imposer comedia en tant que syndicat impertinent, intelligent et créatif, ouvert à tous les esprits critiques de la branche des médias, c'était son credo d'alors et la formule n'a pas changé. A l'interne, il s'est toujours insurgé, en libre-penseur, contre toute forme de dogmatisme ou de prosélytisme.

A son départ de comedia, Thomas Bernhard a rejoint l'entreprise IC Infraconsult, un bureau de planification et de conseils indépendant, employant 15 personnes à son siège de Berne. Cette société spécialisée dans l'accompagnement de projets de planification et d'infrastructure possède une vaste expertise des questions touchant au service public. Ainsi Thomas Bernhard a fait du travail de projet sa profession, tout en restant professionnellement actif sur des dossiers politiques. Il est aujourd'hui membre du conseil d'administration et de la direction de cette entreprise.

Thomas Bernhard est toujours étroitement lié à comedia et siège par exemple au conseil de fondation de la caisse de pension Freelance. «J'observe avec beaucoup d'intérêt les négociations à venir pour la fusion, et je suis d'ailleurs optimiste», dit-il sans nostalgie de la fusion réalisée il y a dix ans. «A moins que vous n'ayez besoin d'un consultant indépendant...», ajoute-t-il avec un clin d'œil.

Mario Fedeli



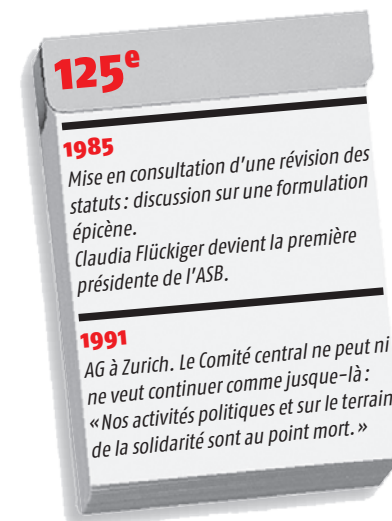
SALUTATIONS DE...



Catherine Cossy

Correspondante à Zurich pour *Le Temps*

Une journaliste qui n'a jamais croisé sur son lieu de travail celles et ceux qui impriment sa prose se retrouve grâce à eux dans un syndicat qui fête ses 150 ans. Un anniversaire rond est toujours bon à fêter, meilleurs vœux comedia! Mais que les militants des arts graphiques me pardonnent. Je me sens décalée face à leur longue tradition de lutte. Parce que le syndicat auquel j'ai adhéré était une jeune pousse, active uniquement dans certaines rédactions alémaniques, la SJU, pour USJ, Union suisse des journalistes. Avec, par la force des choses, des actions de niche. Cela n'a pas beaucoup changé aujourd'hui. Nous journalistes sommes des individualistes qui ont l'impression que leur cas est unique. Et comedia, malgré une professionnalisation bienvenue, n'est pas arrivé à briser les cloisons entre les corps de métiers qu'il organise. L'heure n'est pas de cracher dans la coupe de champagne d'un anniversaire si vénérable. Mais à l'heure de la fête, on peut se souhaiter un rassemblement plus large et plus représentatif des rédactions de tout le pays. Car les raisons de faire front commun ne manquent pas.



«Un mois de grève fabuleux»

Pendant un mois en 1990, une lutte exemplaire a été menée à l'imprimerie de la *Tribune de Genève*. Fait rarissime, le délégué syndical abusivement licencié du fait même de son poste a été réintégré ! En effet, dans ce cas, le droit suisse du travail ne prévoit pas de réintégration, mais seulement des indemnités de départ. La grève, ça paie !

Le 21 février 1990, Claude Reymond, président de la section de Genève du Syndicat du livre et du papier, président de la commission ouvrière de l'imprimerie de la *Tribune de Genève* (TG) et membre du Bureau de l'Union des syndicats du canton de Genève est licencié en représailles par la direction du journal. Cette dernière s'en prend notamment à l'agencement du temps de travail du personnel technique du journal en leur imposant une modification d'horaires, des suppressions de pauses et d'indemnités de repas. Une résistance s'organise contre ces mesures, dont Claude Reymond est le porte-parole. Dès qu'il apprend son licenciement, le personnel technique de la TG se met en grève.

La Tribune ne paraîtra pas

Antonio Fisco, typographe à la TG et militant actif pendant la grève,

relate une action phare de «ce mois fabuleux». Devant l'absence de résultats, un cordon sanitaire est mis en place autour des bâtiments de la TG. «C'était en hiver, on a dû aller chercher des fûts de pétrole vides pour mettre du bois pour nous chauffer. On se relayait jour et nuit. Des lecteurs venaient nous soutenir, nous apporter du café chaud, des petits pains.»

Durant deux semaines, les grévistes bloquent l'entrée de l'entreprise aux journalistes et même au directeur Hans Kobel et empêchent ainsi toute parution du journal.

Un exemple de solidarité

Après 28 jours de grève, Claude Reymond reprend son travail et ses fonctions syndicales. Il se souvient que pendant ce mois «il a fallu tout traverser : l'Office de conciliation, le Tribunal arbitral, s'opposer à des

menaces d'amendes. Il y a eu des manifs de soutien d'abord locales puis nationales, une grève de section et une grève d'avertissement. Pour finir, c'est le Conseil d'Etat qui nous a convoqués, patrons et travailleurs, à l'Hôtel de Ville à 9 h où on a siégé jusqu'à 4 h du matin.»

La grève de la TG de cet hiver de 1990 a été une lutte exceptionnelle. Les salariées ont compris que si le patron s'en prenait à leur représentant, c'était eux-mêmes qu'il touchait. Ils n'ont pas hésité à résister et ont obtenu gain de cause. La lutte collective permet ainsi parfois de pallier les faiblesses du droit suisse du travail très peu favorable en cas de licenciement pour activité syndicale.

Myriame Marti

Remerciements à Antonio Fisco et Claude Reymond

Genève, 1990. Manifs, grèves et blocages permettent la réintégration – rarissime – d'un délégué syndical licencié. (photo Interfoto)



150^e

Juin 1979

109^e et dernière AD de la FST, à Schaffhouse. Le 24 novembre, la FST et la FSORC décident de fusionner.

Janvier 1980

1^{re} assemblée des délégués du Syndicat du livre et du papier (SLP). En juillet, envoi à l'Association suisse des arts graphiques (ASAG,auj. Viscom) d'une nouvelle liste de revendications.

Des millions récupérés

Par sa combativité, le syndicat comedia a marqué l'histoire des grèves au cours des dernières années. Plusieurs conflits sociaux – Presses Centrales, Allpack, Filtrona, ARO – ont même fait parler d'eux dans tout le pays. Dans la presse également comedia s'est battu et a obtenu des réductions du nombre de personnes licenciées et de meilleurs plans sociaux.

La maison mère britannique prévoyait de fermer l'usine Filtrona à Crissier (VD) en 2004. Après plusieurs grèves, comedia a obtenu 2 millions pour un plan social. (photo Igor Snider)

Comedia se bat pour les intérêts de ses membres – par la grève s'il le faut. Le syndicat des médias en a apporté plusieurs fois la démonstration, depuis sa création en 1998. Pourtant, il n'a déclenché aucun de ces conflits sociaux, imputables à un employeur indocile. «Le plus souvent il s'agissait de fermetures d'entreprises et de plans sociaux», explique Christoph Wiggenhauser, qui a participé à beaucoup de ces conflits.

Lausanne : Presses Centrales

En mars 2001 le blocage des Presses Centrales de Lausanne (PCL) a fait grand bruit. Cet employeur avait quitté l'association patronale Viscom afin de détériorer ses conditions de travail. Avec l'aide de comedia, les travailleurs sont parvenus à empêcher la livraison d'un magazine. La grève a fait date, parce que les PCL ont réclamé des dommages et intérêts devant les tribunaux. De telles demandes sont devenues mon-

naie courante. Il s'agissait aussi du premier cas où la justice croyait devoir vérifier la proportionnalité d'un conflit social, alors même que l'article constitutionnel sur la grève ne prévoit rien à ce sujet. La procédure de six ans s'est terminée par une transaction entre les parties.

ARO, chapitres un et deux

Comedia a joué sans le vouloir un rôle de pionnier dans le cas de l'imprimerie ARO à Zurich, propriété du groupe Tamedia. Suite à une grève de protestation d'un jour, en août 2003, contre la fermeture de l'entreprise sans plan social correct, Tamedia et Viscom ont saisi la justice d'une plainte en dommages et intérêts. Les juges ont à nouveau été obligés de se prononcer sur le caractère licite d'une grève – une absurdité aux yeux du syndicat. Quoi d'étonnant à ce que l'obligation de respecter la paix du travail l'ait finalement emporté sur la légitime défense du personnel licencié? Tamedia a néanmoins dû améliorer son plan social – et c'est ce qui comptait le plus.



150^e

18 novembre 1980

Mot d'ordre de grève nationale partiellement suivi. Résultat des négociations finalement approuvé en votation.

1982

Dénonciation par les employeurs de l'accord sur la compensation automatique du renchérissement. 1^{er} Congrès des femmes du SLP. La commission féminine devient une institution permanente dès 1986.

Le dossier ARO a continué d'occuper le syndicat des médias. En effet, l'entreprise est tombée entre les griffes de Stefan Wenkebach, financier allemand spécialisé dans le sauvetage d'entreprises en faillite et dans les belles promesses non tenues. Le personnel s'est à nouveau mis en grève en décembre 2004, suite au licenciement d'un militant syndical et à l'annonce de détériorations des conditions de travail. Le propriétaire surendetté a été bien obligé d'annuler les licenciements. En novembre 2004, les agissements de Wenkebach avaient déjà déclenché une grève spontanée chez Printpark SA à Jona (Meyers Modeblatt): les 70 employés avaient quitté leur poste de travail. Wenkebach n'avait payé ni les salaires, ni les cotisations salariales. Weesen, paisible localité au bord du Walensee où réside l'entrepreneur, a ainsi connu la première manifestation de son histoire. «Monsieur Wenkebach, vous nous devez plus d'un million de francs», proclamait la banderole des manifestantes. «Nous voulions le tourner en bourrique», se rappelle Maya Griesser, «nous n'avions pas d'autre possibilité d'agir.» Comedia a organisé une fête de solidarité à l'auberge Kreuz au profit des travailleurs exploités.

La police disperse les grévistes

Chez Allpack SA à Reinach (BL), comedia a mené une grève extrêmement dure. Le propriétaire de l'entreprise d'emballage projetait de graves détériorations des conditions de travail. En novembre 2003, la grève était devenue inévitable. Il est scandaleux que la police soit intervenue pour disperser les grévistes, infligeant des blessures à plusieurs participants. Les policiers fautifs n'ont d'ailleurs pas été inquiétés, faute d'être reconnus. Mais la grève

a porté ses fruits. Le propriétaire a dû reconnaître comedia comme partenaire social et accepter un nouveau CCT.

Le conflit qui a éclaté à la fin de 2004 chez le fabricant de filtres à cigarettes Filtrona à Crissier près de Lausanne a été encore plus brutal. La maison mère britannique prévoyait de fermer l'usine. 800 personnes sont descendues dans la rue par solidarité. Il y a eu plusieurs arrêts de travail, pour une durée totale de quasiment huit semaines. La grève de Crissier restera ainsi dans les annales comme l'une des plus longues depuis des dizaines d'années. Lors des négociations, comedia a obtenu deux millions pour un plan social et un sursis de six mois pour les licenciements.

Les longues luttes paient

La liste des fermetures d'imprimeries à l'occasion desquelles comedia a défendu les intérêts du personnel est impressionnante. Christoph Wigenhauser n'est pas près d'oublier le cas le plus difficile, survenu en 2003 à l'imprimerie Ringier de Winterthur: «Nous avons lutté pendant neuf mois pour un meilleur plan social.» Le jeu en valait la chandelle: au lieu des 2,4 millions proposés au début, nous avons finalement obtenu 11,4 millions.

Les journalistes aussi se mobilisent

Il a souvent fallu se battre dans le secteur des médias. Cela a commencé en été 2000, lors de la restructuration de la *Berner Zeitung*. Les journalistes, corps de métier pourtant difficile à mobiliser, ont signé cette fois un cahier de doléances. Cette action a permis de réduire fortement le nombre de licenciements initialement prévus. En février 2002, lorsque le journal gratuit

Metropol a brusquement cessé de paraître, comedia a déposé une plainte collective pour violation de la loi sur la participation, et obtenu gain de cause devant deux instances judiciaires. Des indemnités pour licenciement abusif ont été versées.

CCT résiliée: protestations

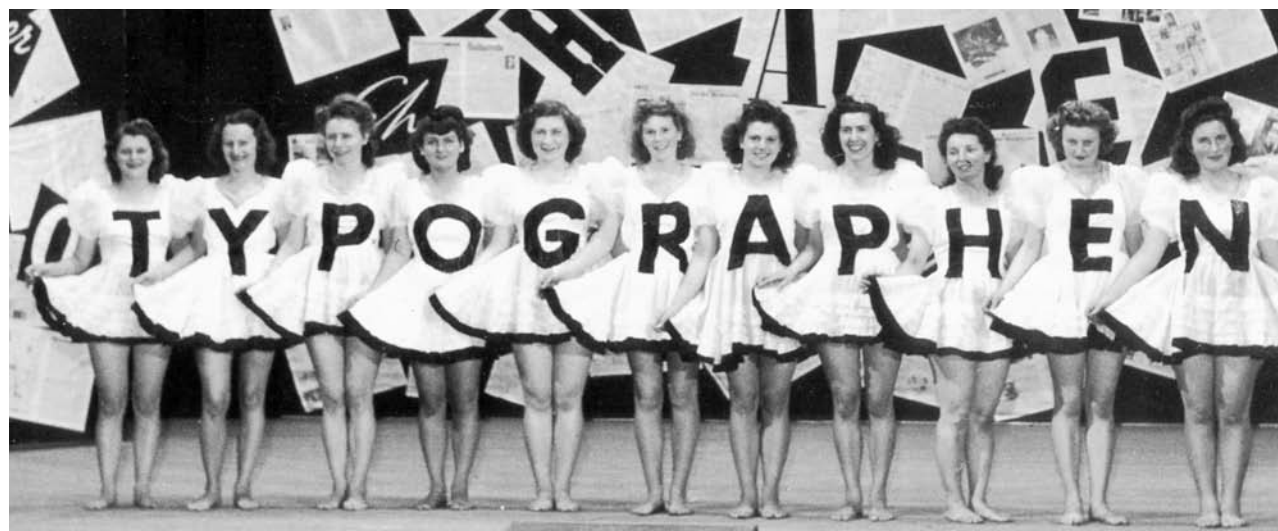
La résiliation de la convention collective pour 2005 a suscité de nombreuses actions de protestation dans la branche. Ainsi 2193 journalistes ont signé une note de protestation remise à l'association Presse suisse, à l'intention de son assemblée des délégués. En septembre 2005, près de 80 rédactrices et rédacteurs du quotidien *24 heures* ont participé à une grève d'avertissement. Ils entendaient ainsi dénoncer les licenciements économiques prononcés. Alors que la disparition, fin juin 2007, de l'hebdomadaire *Cash* publié par le groupe Ringier n'avait pas fait de vagues (un plan social était prévu), l'arrêt soudain du magazine économique *Facts*, après douze ans d'existence, a provoqué un important conflit social au même moment. Les patrons de Tamedia se croyaient dispensés de présenter un plan social et pensaient s'en tirer avec des mesures compensatoires insuffisantes. Le personnel a observé une pause de protestation d'une heure, pour bien montrer sa détermination à se défendre. Au bout du compte, un plan social acceptable a été conclu. Le vieil adage voulant que «celui qui ne combat pas a déjà perdu» s'est une fois de plus avéré vrai.

Ralph Hug



« Pas de femmes dans les imprimeries » »

Il fut un temps où les ouvriers considéraient les femmes davantage comme des concurrentes que comme des collègues. A l'exemple de Typographia qui met particulièrement en évidence ce point noir dans l'histoire – même si les arguments avancés par les hommes ne sont pas forcément misogynes.



En 1946, pour les 100 ans de Typographia Zurich, les femmes étaient les bienvenues... comme jolie décoration. Dans les imprimeries, clairement beaucoup moins. (photo 150 ans de Typographia Zurich, plaquette de la section zurichoise du SLP, 1996)

« Il n'allait pas de soi que l'on reconnaisse aux femmes membres des organisations syndicales les mêmes droits qu'aux hommes. En 1891, onze ans après sa fondation, l'Union syndicale suisse (USS) devait encore faire adopter une telle résolution par les associations et les sections », releva l'historienne Brigitte Studer, professeure à l'Université de Berne, dans une conférence sur les 40 ans d'existence de la Commission des femmes de l'USS. Elle prit comme exemple Typographia qui s'était refusée pendant des décennies à considérer les femmes comme des collègues.

Les femmes font baisser les salaires

De leur point de vue, les imprimeurs avaient toutes les raisons de tenir les femmes – et les personnes non qualifiées – à l'écart de leur profession : « en exerçant le contrôle de l'accès au métier, les membres du syndicat étaient dans une position de négociation de force face aux propriétaires d'imprimerie. Ils pouvaient contrôler l'offre de main-d'œuvre à leur avantage. Le degré d'organisation élevé de la branche permettait en outre de faire respecter les exigences minimales pour les condi-

tions d'embauche de la main-d'œuvre. L'admission des femmes aurait en revanche fatalement entraîné une pression sur les salaires et une diminution du standard élevé des conditions de travail. »

Différentes sections de Typographia s'adressèrent en 1889 au Conseil fédéral en soulignant que le travail dans les imprimeries serait nocif pour la santé des femmes : plus aucune femme ne doit entrer dans le métier en tant que typographe ou encarteuse : « Tenons les femmes à l'écart de cette activité peu féminine et pénible, tenons les femmes à l'écart des imprimeries où même les hommes les plus forts se ruinent la santé. »

Pères de famille au chômage

La crainte de la concurrence féminine s'est vite installée chez les typographes : l'activité professionnelle des femmes aurait pour conséquence de chasser les hommes de la vie active sans compter que les femmes seraient perdues pour la famille : « De telles conditions ne sont en effet pas favorables au développement de l'Etat et du pays... » (extrait tiré de l'*Helvetische Typographia*, 3.5.1890). Pendant de longues années, les hommes n'ont

cessé de tenir leurs collègues femmes à l'écart et se sont montrés particulièrement inventifs à cet égard : ainsi, Typographia Zurich suggéra en 1918 d'inciter les patrons à verser aux femmes le même salaire qu'aux hommes ; ainsi les patrons renonceraient d'eux-mêmes à embaucher des femmes.

Pimbêches et potiches

Les arguments discriminatoires à l'encontre des femmes dans la vie professionnelle sont restés étonnamment similaires pendant des décennies : « protection » de la femme et de la famille, rejet du « double revenu » et, par conséquent, mise à l'écart des femmes au niveau de la formation professionnelle et du CCT. Ce n'est qu'en 1959 que les filles des propriétaires d'imprimerie furent admises dans le métier de typographe et il fallut attendre jusqu'en 1964 pour que toutes les femmes y aient accès. Toutefois, un collègue s'exprimant sous un pseudonyme dans *Le Gutenberg*, le pendant suisse romand de l'*Helvetische Typographia*, s'opposait encore en 1960 à l'intégration des femmes dans la branche : « Nous ne vendons pas de chapeaux et ne tricotons pas

«LE MONDE MASCULIN PUR ET DUR APPARTIENT AU PASSÉ»

La branche des arts graphiques n'était pas le seul domaine où les femmes avaient une position difficile. Erika Trepp nous explique pourquoi.

M-magazine: Pour quelles raisons les hommes étaient-ils réticents à intégrer les femmes dans leur profession?

Erika Trepp: L'interdiction d'exercer un métier pour les femmes était la norme jusque dans la seconde moitié du 20^e siècle, ce n'était donc pas seulement une invention des typographes. Les femmes étaient tolérées dans certains métiers, mais au plus tard dès leur mariage leur place était aux fourneaux. Jusqu'à la révision du droit matrimonial en janvier 1988, un homme avait le droit d'interdire à son épouse d'exercer une activité lucrative.

Comment expliquer la contradiction entre le syndicat plutôt combatif des typographes et son attitude envers les femmes?

La typographie était chasse gardée des hommes. L'admission des femmes typographes diplômées venait déranger des rituels masculins bien établis. A l'époque, un petit nombre d'imprimeurs était capable de bloquer toute une production de journaux. Et puis nous sommes arrivées, nous les compositrices-typographes. Après une courte formation,

nous avons aligné en un temps record plus de caractères que le meilleur imprimeur. «Débarquées de la rue», nous sommes devenues le symbole de l'effondrement de l'image du métier de typographe, de la disparition aussi bien du monopole du métier que de la force de lutte des typographes.

La branche des arts graphiques, au cours de ces dernières années, a considérablement évolué...

L'univers professionnel en tant que monde exclusivement réservé aux hommes avec des stéréotypes bien ancrés fait partie d'un temps révolu. Les structures syndicales à prédominance masculine ont été vidées de leur substance au cours de l'histoire. Le fait que les femmes peuvent aujourd'hui décider librement d'avoir des enfants fait à mon avis incontestablement partie des facteurs décisifs qui ont permis l'égalité des droits entre femmes et hommes dans la vie professionnelle. Ce libre choix a tout changé. Liée à l'égalité juridique entre femmes et hommes, la situation de départ des femmes est quasiment identique à celle des hommes – pour autant qu'il n'y ait pas d'obligations familiales.

Quel est le cheval de bataille d'une politique syndicale qui insiste sur l'égalité?



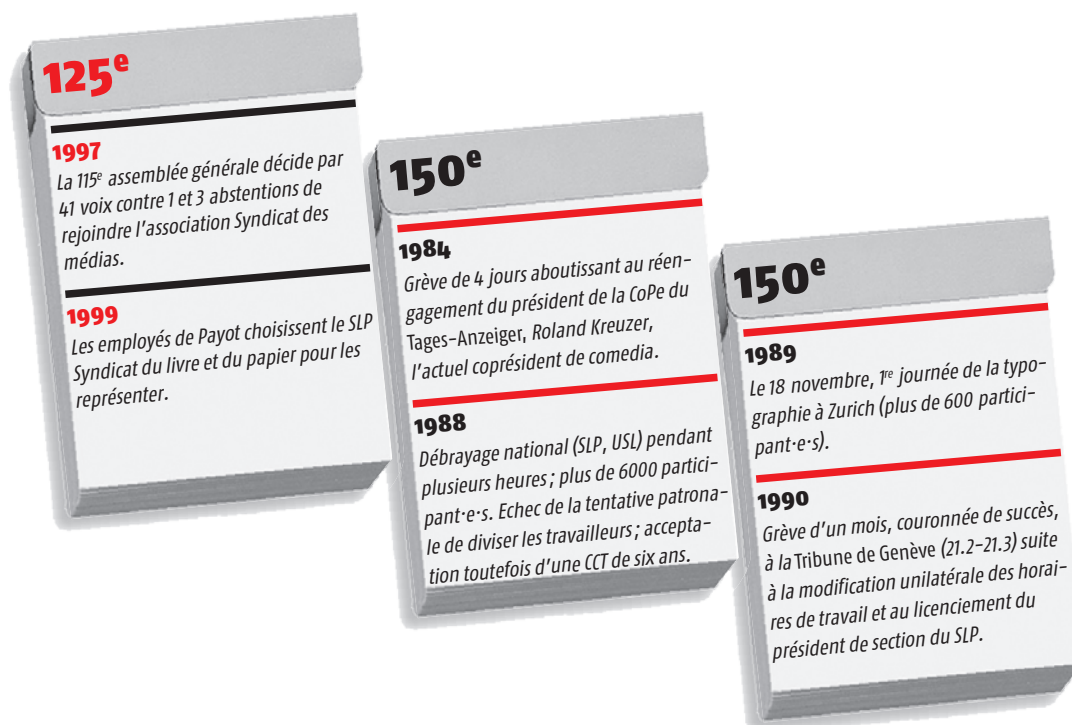
Erika Trepp, 64 ans, ancienne chargée à l'égalité auprès de la FCTA et plus tard auprès d'Unia (tertiaire), a été opératrice de saisie dans les années nonante dans un atelier de composition zurichois et membre du comité SLP à Zurich pendant 12 ans. En 1990, elle a porté plainte avec 21 autres activistes contre le SLP pour violation de l'article constitutionnel sur l'égalité entre femmes et hommes et exigé que soit déclarée nulle la CCT cosignée par le SLP: la CCT avait prévu des salaires plus bas pour les femmes auxiliaires que pour leurs homologues masculins. Suite à un procès très médiatisé, les femmes ont obtenu gain de cause: c'était en 1991, l'année de la grève des femmes. (photo Manon-Caroline Nyffeler)

Je dirais qu'il ne faut pas sous-estimer le risque de ne plus pouvoir faire face à ses responsabilités professionnelles en raison d'obligations familiales. Afin qu'un projet de vie basé sur le partenariat puisse devenir la norme, toute une série de règles actuellement en vigueur dans le monde du travail doivent être modifiées. Cela ne se fait pas automatiquement. Ce serait mon objectif prioritaire.

de chaussettes; nous pouvons donc aussi exiger des femmes qu'elles ne mettent jamais le pied dans une imprimerie. (...) Elles peuvent s'avérer plus fortes que nous dans certains domaines, mais bon nombre d'entre elles sont des pimbêches qui n'ont d'autre ambition que de s'acheter des bas de soie.»

20 ans plus tard, les collègues masculins accablent les compositrices-typographes du même mépris: «Pour une majorité de typographes diplômés, nous n'étions que des potiches», se rappelle Erika Trepp.

Charlotte Spindler



Plume pour les sans voix

Michel Schweri, rédacteur de 1992 à 1994 du *Gutenberg* – prédécesseur de *M-magazine* – et typographe de formation, milite pendant vingt ans au syndicat des typographes d'abord (FST) puis du livre et du papier (SLP). Aujourd'hui, il est journaliste au *Courrier*. Sa lutte pour faire respecter les droits des travailleurs continue. Ses premières expériences de militantisme se déroulent à la *Tribune de Genève* de 1976 à 1980 lors de son apprentissage. Il représente alors son atelier à la commission ouvrière. Les mobilisations syndicales sont fréquentes dans ces années-là, à l'instar de la grève de la section de Genève en 1977 pour les 40 heures (voir p. 21). De sa participation aux comités de grève ou aux assemblées de quartier pour toucher les «p'tites boîtes» jusqu'à son poste de représentant de la section genevoise au Comité central du SLP, Michel Schweri défend sans relâche les intérêts des travailleurs de l'imprimerie.

En 1991, le poste de rédacteur du journal *Le Gutenberg* du SLP devient vacant. Michel Schweri n'hésite pas à prendre ce tournant professionnel. Il se présente et y est élu. Il observe qu'au sein même du syndicat les idées politiques ne sont pas toujours débattues. Dans le but de favoriser la discussion, il publiera par exemple les articles d'un dénommé «Gringoire» à caractère raciste et xénophobe. «J'avais deux choix: censurer ou organiser la riposte.» Et c'est cette deuxième solution qu'il choisit en lançant le débat. Chaque semaine après cette «provocation», des militants, des secrétaires syndicaux et des ouvriers prennent leur plume et répliquent. En 1994, le syndicat accepte, lors du renouvellement du contrat collectif, une baisse de salaire de 300 francs pour les ouvriers non qualifiés. Michel Schweri refuse de cautionner ce recul. Il décide de quitter son poste de rédacteur. Il continue cependant de porter le

débat. Pour lui, le rôle de la presse indépendante et du journaliste engagé «c'est de ne pas se tenir à égale distance entre l'opresseur et l'opprimé. Une discrimination positive doit être

faite en faveur des opprimés, des sans droits et des sans voix.»

Michel Schweri n'inscrit plus son action dans les instances centrales du syndicat et craint, dans la période actuelle, un recul de «l'idée syndicale» elle-même. Pour lui, les syndicats sont menacés par leurs actions «hors sol» alors que tout se joue sur le terrain. Son militantisme, il le vit en prêtant sa plume aux personnes qui n'ont pas la parole.

Myriame Marti



A Arthur Achleitner, Adelgunde von Portugal, Franz Ahrens, Arnold Aletrino, Alexander Koenig, Siegfried Alkan, von Welsbach, Auguste Viktoria von Schleswig-Holstein-Sonderburg-Augustenburg B Karl Bachem, Agnes Bade Gottlob Banzhaf, Charles Reid Barnes, Marie Bashkirtseff, Heinrich Moritz von Battenberg, Oliver Belmont, Georg Bernstorff, Heinrich Berté, Alfred Blaschko, Franz Boas, Wilhelm Bockslaff, Fred Boissonnas, Mathias Bollinger, Bose, George Albert Boulenger, Anton Breitner, Simon Breu, Frank Briggs, Dan Brouthers, Ferdinand Brucker, W. Büeler, Ernst Bumm, Georg Büttner, Oskar Alexander Richard Büttner, Frank M. Byrne C Gaston Calmette, Emm Franz Coels von der Brügghen, comedia, Alexis Contant, Lovis Corinth, Georges Courteline, Carl Cranz, Coe I. Danew, Tannatt William Edgeworth David, Gerard Jakob De Geer, Alfred De Sève, Joseph DeCamp, Erich Wolf Deg Drollinger, Eugène Dubois, Emile Durkheim, Eleonora Duse E Charles Eastman, Ludwig Ebner, Emil Ehrensberge Emmerich, Leopold Engel, Max Eschenhagen, August Exter F Ernst Falkenthal, Sébastien Faure, Friedrich von Feil Foucauld, Richard Franck, Ika Freudenberg, Fritz von Friedlaender-Fuld, Arno Eugen Fritsche, Eugen Fröhner, Wilh Gebhardt, Anton Geiß, Ekaterine Geladse, Walter George, Albert Gilchrist, Paul Gisevius, Carter Glass, George Wash Miguel Gómez, Karl Göttelmann, Rémy de Gourmont, Édouard Goursat, Julius Graebner, Fritz Wilhelm Georg G Felix Joseph von Groot, Lukas Grünenwald, Gustav Gull, Martha Gunkel, Gustaf af Geijerstam, Gustav V. H Ernst Hardinge, I. Baron Hardinge of Penshurst, Mary Harrison McKee, Paul Haupt, Carl Hauptmann, Philipp Heck, Rob Willibald Hentschel, Otto Herrring, Josef Hilgers, Albert Hirth, John Atkinson Hobson, Gottfried Hofer, Adolph Pauline Horson, Edward Mandell House, Jen Hubay, Josef Huber, Georges Hüe, Christian Hülsen, Monika Hunn Wilhelm Jakobs, Richard Jecht, Ern Jendrassik, Henry Hamilton Johnston K Josef Kainz, Friedrich von Kalitsch, Howard Atwood Kelly, Gustav Kemmann, Patrick Joseph Kennedy, Friedrich Keubler-Böhm, Johann Baptist Keune, F Klinckenberg, Friedrich Klockmann, Hermann Kobold, Alfred Koch, Karl Koinek, Sergei Alexejewitsch Korowin, Ge Robert Kretschmann, Wilhelm Kubitschek, Vincas Kudirka, Julius Kugy, Hans Kurella L Selma Lagerlöf, Amédée-F drew Bonar Law, Francis Preserved Leavenworth, Alfred Georg Ludvig Lehmann, Karl Bernhard Lehmann, Eduard Le Lewis, Peter Byrnie Lindeman, Johannes Lippmann, Hermann von Littrow, Friedrich Loofs, Louise von Belgien, Ales Ludwig Manzel, David Samuel Margoliouth, Maria Christina von Österreich, Carl von Marr, Rosa Mayreder, Elwood Kuno Meyer, Oskar Meyer, Leonie Meyerhof, Kokichi Mikimoto, Gaston Milhaud, Oskar Minkowski, Friedrich Missler Mosca, Henry Siddons Mowbray, Otto Mütge, Friedrich von Müller, Paul Müller-Walde, Albert Henry Munsell N Nesbit, Harry S. New, Maximilian Njegovan, Friedrich Noack, Carl von Noorden, Antoni Julian Nowowiejski O Gu Ohmann, King O'Malley, Hermann Oppenheim, Lassa Oppenheim, Joachim Graf von Oriola, Heinrich Otto, Ozaki Parma, Ferdinand Albin Pax, Giuseppe Peano, Joséphin Péladan, Albrecht Penck, Johann Peter, Fririkir Petersen, Heinrich Philippsen, Gerard Philips, William Henry Pickering, Samuel Henry Piles, Jurij Pilk, Charles Plamondon, Robert Poseck, Giacomo Puccini, Carl Pulfrich Q Ernesto Quesada, Ludwig Quidde R Sidney Herbert Ray, Cecil R Salomon Reinach, Johannes Reinelt, José Carlos de Mascarenhas Relvas, Rennell Rodd, I. Baron Rennell, Adolf Rettel Robson, Karl Roensch, Roland Bonaparte, Konstantin Konstantinowitsch Romanow, Theodore Roosevelt, Virgile Ross Ungarn, Paul Rudolph, Samuel Ryder S Paul Sabatier, Enric Sagnier, Juan Luis Sanfuentes, Stephan Sarkotic von Lov Schell, Otto Schellong, Wilhelm von Schlenther, August Schlüter, Wilhelm Schmidt, Balthasar Schmitt, Joseph Dami Schönburg-Hartenstein, Ämilian Schöpfer, Edward Schröder, Eduard Schwartz, Anton Schwarz, Giovanni Segantini, Serpollet, John K. Shields, Joseph Anton Sickinger, Johanna Sickinghe, Waclaw Sieroszewski, Arthur Lewis Sifton, G de Sousa Pereira de Lima, Ignaz Sowinski, Carlos Luis Spegazzini, Lucius Spengler, Friedrich Springorum, William von Steiner, Oskar Maria Stensbeck, Robert Stock, Carl Heinrich Stratz, Karl Strecker, Wilhelm Strecker, Karl Streitma Jan Styka, John L. Sullivan, Carl Swartz T Karl Tappenbeck, Israel Chaim Tawiw, Emil Terschak, Max Thedy, Cella Tietz, Eduard Wassiljewitsch Toll, Jan Toorop, Charles Arnette Towne, Frederick William True, Otto Tschirch, Heinrie muel Untermeyer V Willem Alberda van Ekenstein, Robert S. Vessey, Emmanuel Villanis, Ivan Vucetic W Emma von Charles T. Walker, Horatio Walker, Marie Louise von Larisch-Wallersee, Karl Walter, Fränzli Waser, Beatrice Webb, Carl Lorenz Werthmann, George W. Wickersham, Gustaf Wickman, Franz Wieber, Gustav Wied, Constance Wilde, Andr Ludwig Wüllner Y Arthur Yager, Eugène Ysaye Z Oskar Ziethen, Heinrich Zille, Emil Zimmermann, Eugen Zintgr

Toutes ces personnes ont vu le jour en 1858. Une seule continue sa route vers le soleil, la liberté... Le ssp présente ses meilleurs vœux à l'occasion de ce jubilé!

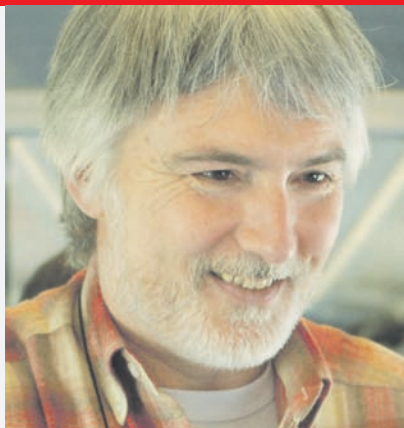
ssp vpod

el Anton, Otto Antrick, Carl Auer le Bailey, Eugen von Bamberger, Hans Bernwitz, Percy Graf von rros Borgoño, Jagadish Chandra Bruycker, Josef Anton Ferdinand W. Carmack, Minerva Chapman, quess of Crewe D Stojan Petrow Doff, Arnold Dolmetsch, Eugen i, Christiaan Eijkman, Ferdinand elm Fließ, Dirk Fock, Charles de von Gauß, Olga Gebauer, Bruno Eugen Alfred Goldscheider, José ina, Chester Greenwood, Rudolf e Hall, Heinrich Harder, Charles Heinemann, Hermann Henking, e, Silas Holcomb, Max Hollrung, ch Ihmels, Todor Iwantschow J Kapp, Georg Max Julius Kaßner, Heinrich Maria Kirstein, Eugène Kraus, Victor Kremser, Friedrich ann, Franz Friedrich Laufer, An-Marcel Lermoyez, Isaac Newton ick Lugard M Pietro Maffi, Karl on Lengerke Meyer, Hans Meyer, eschi, Kurt von Morgen, Gaetano emirowitsch-Dantschenko, Edith ed Ochs, Rudolf Oeser, Friedrich Pal, Emmeline Pankhurst, Viktor i Philippovich von Philippsberg, a, Basilio Pompili, Gerald Portal, eichel, Enrique Reig y Casanova, r, Alois Riegl, Léon Ringuet, May ans Rott, Rudolf von Österreich-i Leguigno, Julius Scheiner, Otto nitz, Ludwig Schneller, Alois von embrich, Johannes Semler, Léon Glevogt, Ethel Smyth, Venceslaus ger, Gabor Steiner, Joseph Georg ter Stubbs, Konrad Sturmhoefel, massin, Joseph Thomson, Oscar ndorff, Henry Scott Tuke U Sa-temark, Julius von Waldhausen, Lydia Welti-Escher, Lisa Wenger, lf, Johanna Wolff, Paul Wolters,

GIANNI FRIZZO

Président de la commission du personnel des ateliers CFF de Bellinzone

Au-delà de la souffrance qu'elle a causée à de nombreuses familles, la grève, avec occupation, de 32 jours des ateliers CFF de Bellinzone, a indubitablement rendu dignité et estime de soi à tous les salarié·e·s. L'air que l'on respire aujourd'hui est très différent de celui d'avant le 7 mars 2008. Après des années de «frustration» due à l'incapacité de réagir face à l'arrogance directoriale, où en un peu plus de dix ans on a vu disparaître de manière absurde des centaines de postes de travail, et après avoir subi une détérioration progressive des conditions d'emploi (effaçant prestations et droits), chaque travailleuse, chaque travailleur a pu finalement prendre son destin en mains et choisir la route à parcourir ensemble, directions syndicales comprises. Enfin, les choix à faire venaient de tous, ils étaient discutés et



(photo Markus Forte/ex-press)

décidés par les travailleurs en assemblée plénière avant d'être mis en œuvre par la commission du personnel (comité de grève) formée de simples travailleurs. Quel bel exemple d'une nouvelle gestion pratique des problèmes, privilégiant le rôle central des travailleuses et des travailleurs – contrairement au système pyramidal connu jusque-là. Cette grève a ainsi ouvert, pour la première fois, une brèche dans un mur qui semblait jusque-là

infranchissable. Une telle façon d'agir a donné de la force et de la confiance à tous les salarié·e·s et c'est de cette manière qu'ils ont pu défendre résolument et avec dignité leurs emplois et découvrir que «la lutte paie». Il a ainsi été prouvé avec dignité, courage, solidarité et sens de la justice qu'il est possible d'affronter l'arrogance patronale et de faire revenir sur leurs propres décisions ceux-là mêmes qui semblaient infaillibles, à 7 heures du matin ce 7 mars 2008. Permettez-moi de conclure par une pensée que nous devrions faire nôtre sans hésiter: «Nous n'avons pas la prétention de tracer les contours de la société de demain, car il incombe à tous les hommes libres de la créer et de lui donner forme. Mais nous savons que nous serons là pour combattre toutes les injustices humaines.»



Avec les meilleurs vœux d'une organisation sœur beaucoup plus jeune, à l'occasion des 150 ans de comedia.

Syndicat suisse des mass media SSM depuis 1974

www.ssm-site.ch

Les vainqueurs sont...

« Du passé au futur », tel était le leitmotiv de notre concours d’affiches pour le jubilé. Le jury a choisi les dix meilleures parmi les 63 envois ; les voici. Pour les admirer à leur taille originale (format mondial), venez le 18 octobre à la Fête du Jubilé au Volkshaus à Zurich où elles seront exposées.

- 1 Res Eichenberger, Oetwil am See
 2 art.l.schock GmbH, Simona Mühlebach, Zurich
 3 Matthias Hofmann, Lucerne
 4 Isabella Steiger Felder, Lugano
 5 druckwerk, Marcel Göhring, Bâle



1



2

- 6 Sichtbar GmbH, Johannes Keel, St-Gall
 7 Roland Wohler, Zurich
 8 Grégoire Murith, Genève
 9 Aris Zenone, Lausanne
 10 Roger Leuenberger, Berne



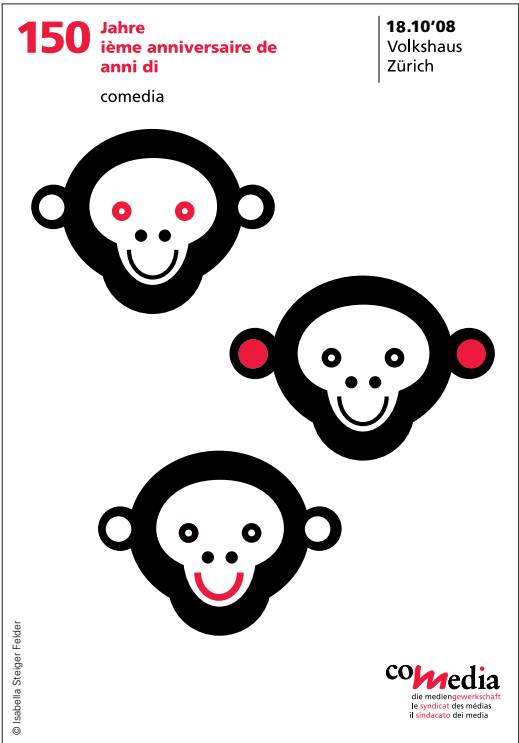
6



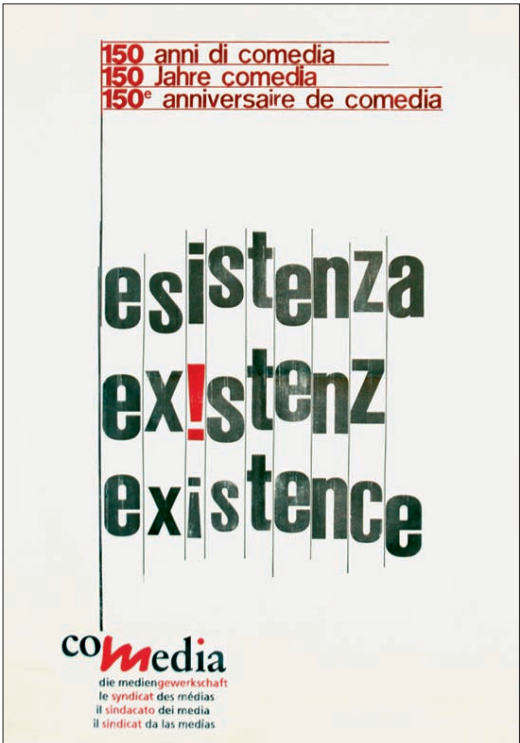
7



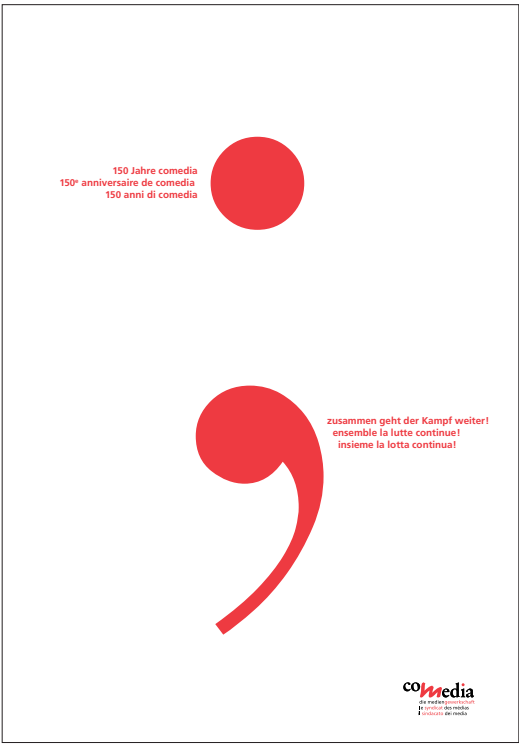
3



4



5



8



9



10

Combien de muscles le rire fait-il travailler?

Lorsque nous rions, nous utilisons
17 muscles faciaux ainsi que 80
autres muscles dans tout le corps.

Swisscom souhaite un bon
anniversaire à comedia pour
ses 150 ans d'existence et encore
de nombreuses occasions de rire.
Car un rire chaleureux adoucit la
vie et maintient en forme.



THOMAS GSPONER

Directeur de l'Association suisse pour la communication visuelle Viscom



Les associations faîtières de l'industrie graphique comptent parmi les plus anciennes organisations professionnelles de Suisse. Leurs relations réciproques sont fixées dans un contrat collectif de travail depuis près d'un siècle.

La paix absolue du travail est aujourd'hui le fondement du partenariat social dans l'industrie graphique. Grâce à elle, la stabilité de l'emploi peut être garantie. Car la recherche de solutions dans le cadre du partenariat social, en cas de conflit au sens du droit du travail, permet une utilisation optimale des moyens de production, dans le respect du droit, tout en favorisant le développement économique de la branche.

Le principe des adaptations annuelles de salaire au niveau des entreprises a fait ses preuves. Ce mécanisme aboutit à une politique salariale différenciée, avec à la clé une répartition des gains de productivité conforme aux réalités économiques de chaque entreprise. Les sup-

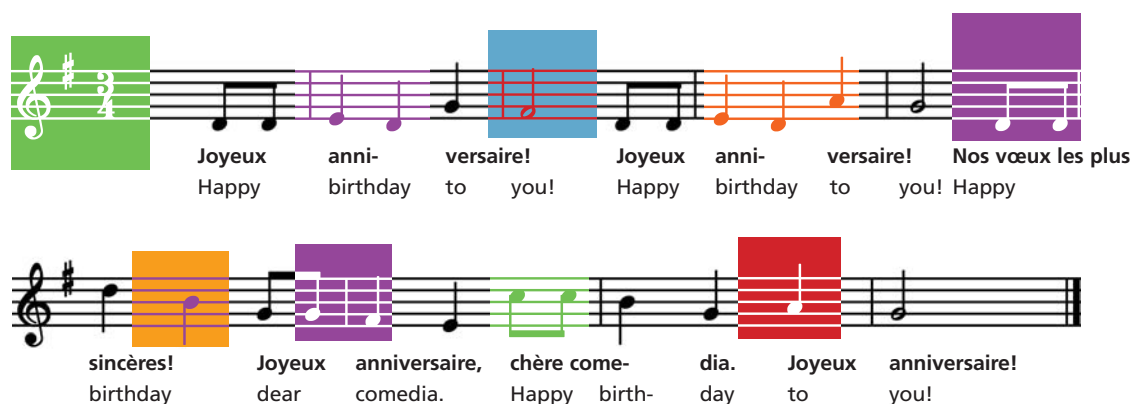
pléments actuels de 100% en cas de travail de nuit ou du dimanche sont incompatibles avec l'évolution technique et économique. D'où la nécessité de les adapter aux normes internationales, dans l'intérêt de l'emploi en Suisse.

Pour satisfaire aux exigences de la clientèle, composée aussi bien de travailleurs que d'employeurs, notre branche est bien obligée d'assouplir encore ses horaires de travail, de façon à préserver la compétitivité des entreprises. La pression concurrentielle toujours plus forte, les fluctuations des commandes ainsi que les capacités de production à disposition sont autant de

défis majeurs pour les entreprises graphiques, compte tenu de leurs charges d'investissement toujours plus lourdes et des attentes des clients en termes de qualité et de délais de livraison. Concrètement, les employeurs et les travailleurs doivent faire preuve d'une grande efficacité professionnelle et de flexibilité au niveau des horaires, dans un environnement en rapide transformation et où les paramètres internationaux prennent toujours plus d'importance. En effet, les progrès technologiques et le succès phénoménal de la technologie Internet ont conduit ces dernières années à une ouverture du marché suisse des produits de l'industrie graphique et à son internationalisation. Enfin, l'attitude face aux loisirs et l'organisation du temps qui s'ensuit ont beaucoup évolué, et donc les modèles de durée du travail offrant une flexibilité accrue sont nécessaires aussi bien aux travailleurs qu'aux employeurs.

Viscom est convaincu de la possibilité de développer et de consolider le partenariat social – qui a fait ses preuves jusqu'ici – dans le cadre d'un nouveau CCT et dans l'optique de renforcer la compétitivité de l'industrie graphique.

Pour qu'il ne vous arrive pas, lors de la grande fête d'anniversaire comedia, la même chose que lors de la dernière fête nationale du 1^{er} août.



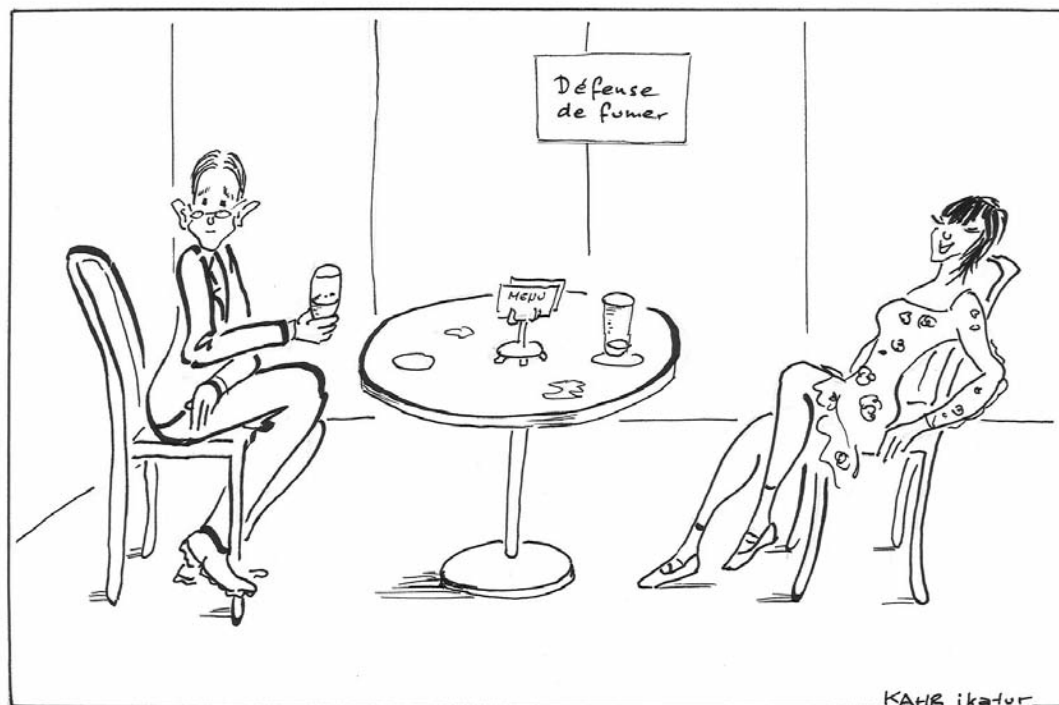
Coop Protection Juridique aide les membres comedia depuis des siècles à sortir de toutes les situations délicates.

Ecoutez la mélodie de la chanson sur www.cooprecht.ch

coop protection juridique
tout simplement différente.

Deux siècles de libraires conversent

Il y a 125 ans, l'association des libraires de Suisse alémanique – devancière du secteur livre et diffusion de médias de comedia – était fondée à Lucerne. Martin Walker a retranscrit une conversation fictive entre Sarah Lauener, jeune libraire d'aujourd'hui, et un employé de 1883 de retour à Lucerne pour cet important jubilé...



Une Schweizerhof, s'il vous plaît.

Nous n'en avons pas, nous n'avons que de la Carlsberg.

Qu'est-ce que c'est ?

C'est aussi une bière.

Alors donnez m'en une.

L'homme agite la tête d'un air incrédule. La jeune femme assise à sa table sourit et dit :

Vous savez, il n'existe plus beaucoup de brasseries indépendantes en Suisse. D'où êtes-vous ?

De Lucerne naturellement – mais cela remonte à longtemps. J'ai travaillé ici il y a 125 ans, à la librairie Räber.

Quelle coïncidence, j'y travaille aussi. Ou plutôt chez Orell Füssli.

Comment ? Chez Räber ou chez Orell Füssli ?

L'entreprise s'appelle maintenant Orell Füssli – Raeber. Car les Zurichois ont racheté l'enseigne lucernoise. Et plusieurs autres encore. Quelques grandes chaînes dominent aujourd'hui le commerce du livre.

A l'époque il n'y avait que des librairies indépendantes, dont le propriétaire assurait personnellement l'exploitation. Mais si vous me permettez une question, comment se fait-il qu'une employée en librairie soit assise ici un mardi après-midi ?

C'est bien simple. Nous travaillons 40 heures par semaine, à raison de cinq jours, et j'ai congé le mardi.

40 heures seulement ?

Oui, depuis le dernier CCT nous travaillons 40 heures. Et nous avons droit depuis belle lurette à quatre semaines de vacances payées.

Le salaire doit être confortable avec un tel horaire.

Je ne vais pas me plaindre. Le salaire minimum est fixé à 3670 francs l'année qui suit l'apprentissage.

Je me rappelle encore le premier contrat collectif de travail, en 1919 : le salaire en fin d'apprentissage s'élevait à 175 francs et les collègues des grandes villes touchaient 225 francs. Après trois ans, le personnel avait droit à douze jours de vacances pour 52 heures par semaine. C'était un

réel progrès, même si j'avoue n'y être pas pour grand-chose. Une organisation professionnelle était inutile à mes yeux. Les patrons veillaient déjà à notre bien-être. Après tout, nous prenions soin de leur clientèle, nous étions chargés de dépoussiérer les livres et d'en effectuer la livraison, de les déballer et les emballer. Mais les Allemands, à commencer par ce Ziegenhirt, insistaient pour avoir leur propre organisation professionnelle. Ce dimanche-là, j'étais à l'Allmend pour la fête de gymnastique de Suisse centrale. L'association des libraires existe-t-elle encore ?

Elle existe encore – mais avec vos idées nous travaillerions encore comme des bêtes de somme. Il s'agit de comedia. Le syndicat des médias représente encore d'autres professions, comme les imprimeurs ou les journalistes. Entre-temps il y a eu l'Association suisse des employées en librairies (ASB), de 1958 à 1998. Figurez-vous que nous avons compté jusqu'à 1300 membres, et que des conseillers fédéraux nous ont transmis leurs bons vœux à l'occasion de notre 50^e anniversaire.

Ah, il y a 125 ans il n'y avait là-dedans qu'une poignée de gars, et d'ailleurs Räber nous traitait bien. Nous avions même une caisse maladie, qu'il soutenait généreusement. Nos collègues imprimeurs ont eux aussi préféré ne pas s'affilier à Typographia. Mais je reconnais qu'à l'époque déjà, d'autres employeurs ne se souciaient guère du personnel.

Aujourd'hui l'entreprise possède sa propre commission du personnel, qui a toujours l'œil ouvert. Et le cas échéant comedia intervient. Comme les librairies, le syndicat a grandi et s'est professionnalisé. J'ai une cheffe avec qui tout le monde s'entend très bien.

Ah les femmes... Je me souviens d'une sortie de l'association des libraires comme il y en avait régulièrement. On cherchait

toujours à nous recruter comme membres. Il y avait deux femmes seulement, elles ont d'ailleurs rapidement démissionné. Elles travaillaient déjà chez Orell Füssli.

Aujourd'hui, les femmes forment les trois quarts du personnel. Cela devait être ennuyeux à l'époque sans elles. A propos, vous ne voulez pas ôter votre veston? Vous devez avoir terriblement chaud.

Ça va très bien, merci. Mais dites-moi, mademoiselle, comment est-ce possible qu'il y ait autant de femmes?

C'est bien simple: les femmes ont été toujours plus nombreuses à vouloir travailler. Toujours plus de livres ont paru – on compte aujourd'hui 100 000 nouvelles parutions par année. Et puis les salaires sont devenus de moins en moins attrayants. Ainsi vont les choses... Or nous avons beau être des vendeuses, nous vendons un produit tout à fait passionnant.

Permettez-moi de vous interrompre. 100 000 nouveaux titres? Le Vereinsortiment d'Olten, où travaillait Ziegenhirt, en comptait 1665 en 1882, et c'était déjà beaucoup. Où cette marchandise est-elle stockée?

La coopérative d'Olten s'appelle aujourd'hui Buchzentrum et possède un vaste bâtiment à Hägendorf

(SO). Avec les catalogues électroniques, c'est un jeu d'enfant de commander les livres, qui sont en magasin le lendemain.

A quels catalogues faites-vous allusion?

Mais aux catalogues en ligne. Vous êtes vraiment vieux jeu. Internet permet de connaître instantanément l'offre existante, le lieu de commande et le prix. N'importe qui peut passer commande depuis chez lui.

C'est incroyable. Alors pourquoi tout ce personnel?

Sous sa forme actuelle, le métier de libraire remonte à 1960. Je m'occupe de la littérature étrangère et des livres audio. En outre, je tiens la caisse. Et nous servons comme dans le passé la clientèle. Le travail ne manque pas.

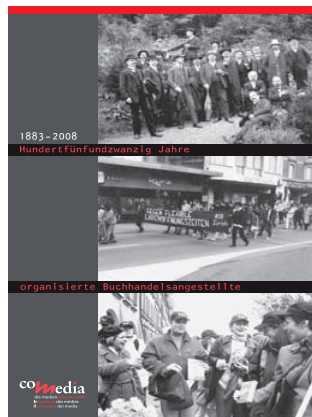
Des livres audio?

Nous ne vendons pas que des livres, mais aussi des livres à écouter, et aussi des programmes informatiques dont vous n'avez pas idée.

Incroyable! Il faudrait en parler dans notre organe de presse Mitteilungen.

Trop tard, votre revue n'existe plus, elle a été remplacée par M-magazine.

Martin Walker, journaliste RP et rédacteur à la revue Schweizer Buchhandel



Brochure (en allemand seulement) du secteur livre pour le jubilé: 125 Jahre organisierte Buchhandelsangestellte, 56 pages, A5, avec de nombreuses illustrations.

Gratuite pour les membres comedia. Pour les non-membres: 30 fr., port inclus.

A commander à buch@comedia.ch

150^e

13.3.1990

Obtention par la Commission des femmes du SLP d'une décision provisoire de la Cour suprême du canton de Berne contre la nouvelle CCT des ateliers de relieurs (votée mais pas encore signée) qui prévoyait des salaires discriminatoires pour les femmes. Le jugement ne sera jamais appliqué dans les entreprises.

150^e

1994

Mobilisation à grande échelle des ouvriers imprimeurs contre le vaste programme de démantèlement de l'ASAG. 1^{re} grève d'avertissement le 28 septembre et journée nationale de grève le 4 novembre. Abandon de la plupart des exigences de démantèlement, mais pour la 1^{re} fois des sacrifices s'imposent (flexibilisation accrue du temps de travail et salaires minimaux revus à la baisse).

125^e

1998

Vote sur la fusion pour former le syndicat des médias. Envoi de 900 bulletins de vote. Résultat: 280 oui, 50 non. Dernière AG extraordinaire à Berne. Transfert de la bibliothèque du Buchzentrum à l'école de libraires de Lucerne.

125^e

12 décembre 1998

Première rencontre des délégués de comedia à Berne, dans le but de créer le syndicat des médias. Le Comité central s'appelle désormais comité de secteur (sans présidence) et les employés de la branche du livre constituent le secteur livre et diffusion de médias de comedia. Les effectifs à la fin de 1998 sont de 968 membres, membres passifs compris.

Active dans la fusion de comedia

Eva Biedermann s'est affiliée en 1990 à l'Association suisse des employées en librairies (ASB), alors qu'elle effectuait un stage en librairie. Après sa maturité et trois semestres d'études de mathématiques, elle est en effet passée aux livres et a terminé sa formation dans une librairie de Winterthour. Elle est restée dans son entreprise formatrice jusqu'en 1995, avant de travailler quelques années dans une librairie d'assortiment en gros.

«Je viens d'une famille où l'engagement politique va de soi. Mon grand-père était ouvrier, mon père était actif dans les syndicats de journalistes et d'enseignants, et ma mère s'est engagée pour la cause féminine. Il me paraissait donc tout naturel, en tant que libraire, de m'impliquer au sein de l'ASB», raconte-t-elle avant d'ajouter, en souriant : «Oui, je suis une vraie soixante-huitarde, d'autant plus que 1968 est mon année de naissance.»

En 1995, Eva Biedermann est entrée au comité central de l'ASB. Elue deux



(photo Martin Walker)

ans plus tard à la coprésidence, elle s'est davantage consacrée, elle l'admet volontiers, aux aspects organisationnels qu'aux questions politiques. Elle a accompagné activement la fusion qui a donné naissance à comedia, d'abord au comité de l'association SMS qui a préparé la fusion puis, dès le 1^{er} janvier 1999, comme représentante du secteur livre et diffusion de médias. La même année, elle a effectué une reconversion professionnelle qui lui

a permis de devenir informaticienne dans une grande banque. Elle travaille encore dans l'informatique, un secteur dont elle apprécie les salaires confortables et les bonnes conditions de travail.

Il était tout à fait logique, à la fin des années 90, que l'ASB fusionne avec d'autres syndicats de la branche des médias : «La fusion a été une aubaine pour les libraires», souligne-t-elle. «Au fond l'ASB n'était pas un syndicat mais une association professionnelle, que l'on ne prenait guère au sérieux à cause de sa petite taille. Nous ne pesions pas lourd lors des négociations salariales, tandis que comedia est un partenaire social fort et combatif.» Eva Biedermann suit de loin l'évolution en cours chez comedia. Car elle fait aujourd'hui partie d'une association professionnelle dans le domaine de l'informatique, même sans y jouer un rôle actif.

Charlotte Spindler

SALUTATIONS DE...

FRANK WERNEKE

Vice-président de ver.di, syndicat allemand des services

Comme en Suisse, l'imprimerie a été en Allemagne la première branche dont les travailleurs se sont regroupés pour créer un syndicat. A tout seigneur tout honneur, les Suisses ont même été les plus rapides. La fondation de la Fédération suisse des typographes remonte à 1858, alors que l'association des ouvriers imprimeurs allemands n'a vu le jour qu'en 1866 à Leipzig. Ces deux organisations ont très tôt pensé au-delà des frontières nationales. En effet, des actions de soutien internationales se sont rapidement avérées nécessaires, notamment dans les conflits de travail. Les syndicats de l'imprimerie des Pays-Bas, de Suisse et d'Allemagne ont ainsi signé dès 1868 un contrat de réciprocité, mettant en place les toutes premières coopérations syndicales transfrontières. Abstraction faite des

années où les syndicats ont été interdits (sous l'Empire allemand, pendant la guerre ou sous la dictature de Hitler), nos deux syndicats ont étroitement collaboré pendant des décennies. Et il ne s'agissait pas du simple échange d'informations ou d'aide ponctuelle. De véritables amitiés entre syndicalistes se sont nouées au fil des ans, au-delà des frontières territoriales. Cette collaboration revêt une importance particulière, aujourd'hui où l'industrie des médias subit de profondes mutations économiques et technologiques. Que ce soit en Suisse, en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas et dans bien d'autres pays d'Europe ou d'ailleurs, nous sommes confrontés aux mêmes défis. Il est donc précieux de savoir que l'on n'est pas seul, d'appréhender les uns des autres et de pratiquer la

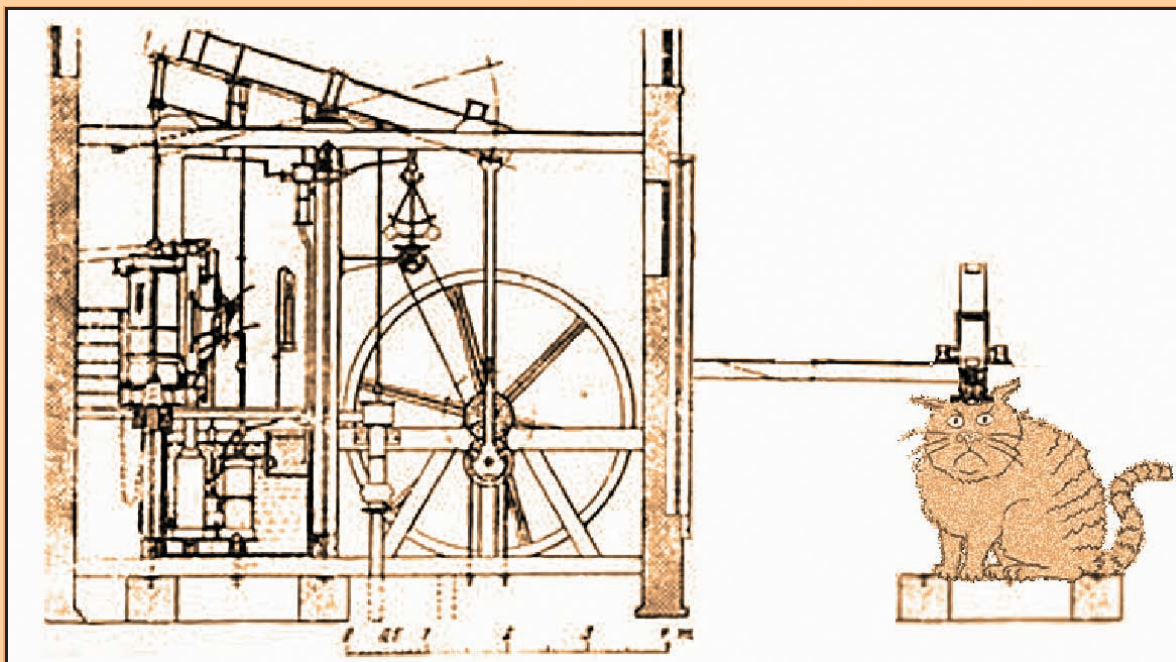


(photo Christian v. Polentz / transit-berlin)

solidarité au quotidien. C'est dans cet esprit que ver.di envisage la collaboration au cours des prochaines années. Nous nous réjouissons avec vous des 150 ans de comedia et vous souhaitons, dans l'immédiat, des festivités réussies et plein succès pour l'avenir. Meilleurs vœux et bravo pour les 150 ans de comedia!

1858:

André Edmond Cluysenaar invente à Nantes
une machine à faire ronronner les chats.



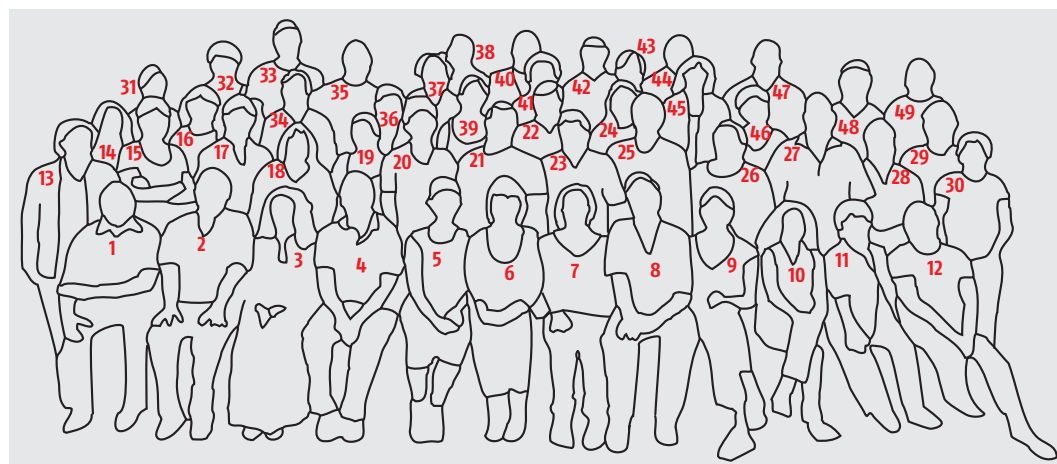
Toutes les idées ne vivent pas 150 ans !

L'Union syndicale suisse (USS) félicite comedia
pour ses 150 années d'activité.

Le syndicat : une idée pour les 150 prochaines années.



(photo Nadia Schweizer)



- 1 Christoph Wiggerhauser, SR IGE Zurich
- 2 Hansjörg Bartholdi, SR IGE Zurich
- 3 Therese Fehlmann, directrice des finances, Bu
- 4 Daniel Sinzig, concierge, service postal
- 5 Stefanie Fürst, adm. secteurs et MC
- 6 Stéphanie Penher, SC IGE, Jeunesse et MC
- 7 Caroline Vogt, adm. présidence
- 8 Hans-Peter Graf, SC IGE, Bu
- 9 Katja Leudolph, maquette-rédaction *M-magazine*
- 10 Raffaele Bürki-Moser, CdC Lugano
- 11 Maya Griesser, SR IGE Zurich
- 12 Fedora Soldini, CdC Lugano
- 13 Edith Mollet, adm. présidence
- 14 Verena Fritzenwallner, adm. finances
- 15 Yvonne Scheurer, éditions comedia
- 16 Ursula Rosa, CdC Centrale
- 17 Astrid Pulfer, adm. FC
- 18 Beatrice Zwahlen, adm. des membres
- 19 Marina Musy, adm. Presse, Centrale
- 20 Stephanie Vonarburg, SC Presse, Bu
- 21 Mischa von Arb, SR Presse Zurich
- 22 Bernard Remion, SR IGE Lausanne
- 23 Pedro Sancho, SC IGE
- 24 Erika Kocher, adm. Finances et CdC
- 25 Roland Kreuzer, coprésident, Bu
- 26 Katrin Reber, adm. Finances et MV
- 27 Francesco Bellotti, CdC Bellinzona
- 28 Manfred Rüttschlin, SR IGE Bâle

- 29 Jürg Tüscher, SR IGE Berne
- 30 Beatrice Fontana, CdC Centrale
- 31 Kathrin Melzani, SR ComVi
- 32 Beatrice Müller, SR Presse
- 33 Stefan Utiger, adm. MV
- 34 Yves Schmutz, adm. IGE, Traduction
- 35 Monika Saxer, adm. Zurich
- 36 Danièle Lenzin, coprésidente, Bu
- 37 Therese Wüthrich, SC Frauen, MC, Bu
- 38 Vittorio Cieri, SR IGE Bâle
- 39 Melanie Kern, adm. Berne
- 40 Mario Fedeli, services du personnel et juridique, Bu
- 41 Denise Chervet, SR IGE Berne
- 42 Cyrill O. Gall, adm. IGE, traductions et relecture de textes
- 43 Beat Jost, responsable de la communication
- 44 Josiane Chablais, CdC Lausanne
- 45 Doris Rüeggsegger Adm., Finances Centrale
- 46 Christophe Jaquier, CdC Lausanne
- 47 Sabri Derdiyok, SR IGE Bâle
- 48 Monika Klein, CdC Zurich
- 49 Maria Mattioli, CdC Bellinzona

Pas sur la photo :

Centrale : Hans Kern, SC ComVi, Bu ; Claude-Alain Frund, responsable FC ; Stefan Gschwend, informatique ; Lotti Adam, réception ; Yves Sancey, rédacteur de *M-magazine* en français ; Irmgard Imstepf, correctrice ; Alain Gonthier, mise en pages ; Claude Bernasconi, correcteur ; Daniela

Barone, CdC Basel ; Franziska Lustenberger, SR IGE (Luzern) ; Marietta Gyssler, adm.
Lausanne : Beatriz Rosende, SR IGE ; Karelle Ménine, SR IGE ; Bruno Clément, SR Presse ; Valérie Solano, SR Livre ; Lysiane Coullery, adm.
Lugano : Barbara Bassi, SR Presse, *M-magazine* en italien ; Gabriele Castori, SR IGE, *M-magazine* en italien
Zurich : Rebekka Bolzern, SR Livre ; Ruth Ackermann, CdC ; Heidrun Specht, CdC ; Sandra Mutvar, CdC

Abréviations :

adm.	Administration
Bâle	Région Nord-Ouest / Suisse centrale
Berne	Région Bern / Haut-Valais
Bu	Membre du bureau
CdC	Caisse de chômage
Centrale	Secrétariat central à Berne
ComVi	Secteur communication visuelle
FC	Formation et formation continue
IGE	Secteur industrie graphique et emballage
Lausanne	Région Suisse romande
Livre	Secteur livre
Lugano	Région Tessin
MC	Membre d'une commission
Presse	Secteur presse et médias électroniques
SC	Secrétaire central
SR	Secrétaire régional
Zurich	Région Zurich / Suisse orientale



Nous bougeons... avec vous?

SE SYNDIQUER – POUR ÊTRE EFFICACE

Le 1^{er} rôle du syndicat, c'est d'être porteur du... syndicalisme! C'est-à-dire d'un mouvement qui, depuis 150 ans, lutte contre l'arbitraire dans les entreprises, pour l'amélioration des conditions de travail et des assurances sociales. C'est le syndicalisme qui permet aux salarié-e-s de se défendre, personnellement et collectivement.

NOUS NOUS ENGAGEONS – ET VOUS?

Aujourd'hui, c'est l'être humain qui est au service de l'économie libérale. Le syndicalisme lutte pour le contraire: le travail et l'économie au service de l'être humain. Notre combat: nous opposer aux injustices sur le lieu de

travail, défendre les droits des gens, mais aussi obtenir des avancées, p. ex. par des conventions collectives.

DÉFENDRE LE MÉTIER ET LES QUALIFICATIONS

Aucun média ne peut se faire sans le professionnalisme des salarié-e-s des divers métiers de la communication. La tendance actuelle des employeurs à exiger de tout le monde polyvalence et flexibilité casse les métiers et donc les savoirs, attaque la qualité du produit fini!

LE SYNDICALISME – C'EST LA SOLIDARITÉ

Le syndicalisme repose sur la solidarité. Comedia s'adresse à tous les salarié-e-s qui travaillent dans

la branche de la communication, quel que soit leur métier: industrie graphique et emballage, presse et médias électroniques, édition, diffusion et librairies, graphisme et multimédia, culture.

UN SYNDICAT – CHACUN Y A SA PLACE

En fonction de ses disponibilités et de ses goûts, chaque membre du syndicat peut s'engager à la base dans l'entreprise, dans son secteur professionnel, dans une commission spécialisée (femmes, migration, chômage et fin de droits, jeunes, free-lances): rejoignez le syndicat et devenez citoyen-ne-s dans l'entreprise comme dans la société!



COMPTEZ SUR NOUS POUR DIVERS APPUIS ET PRESTATIONS

Protection juridique: Comedia offre à ses membres conseils et protection juridique dans les domaines du droit du travail et des assurances sociales. Une protection juridique globale COOP est aussi proposée à prix avantageux.

Formation: Comedia offre à ses membres ses propres cours de formation et ceux mis sur pied par Movendo, l'institut de formation des syndicats ainsi qu'un subside de 1000 fr. tous les quatre ans pour d'autres cours.

Assurances sociales: Grâce à des contrats auprès de diverses caisses maladie, comedia offre un rabais sur les assurances complémentaires. Comedia a sa propre caisse de chômage et, pour les indépendant-e-s/free-lances, une caisse de pension.

Rabais divers: Syndiqué à comedia, on a droit à des conditions spéciales à la banque Coop, à un rabais de 5% sur les abonnements généraux 2^e classe des CFF, à des chèques Reka ainsi qu'à des rabais dans des hôtels et maisons de vacances en Suisse et à l'étranger.

Information et revues spécialisées: Outre l'information en continu sur notre site internet, tous les membres reçoivent gratuitement le mensuel de comedia *M-magazine*, et des rabais pour diverses revues techniques et professionnelles.

Tous les détails sur les offres de base et par secteurs de comedia sur: www.comedia.ch/services.html

COMMENT CONTACTER COMEDIA ET S'ENGAGER?

Se syndiquer à comedia, cela vaut la peine. Dès 13 fr. par mois, vous y êtes! Nous répondons volontiers à toutes vos demandes. Appelez-nous!

Se syndiquer en ligne: www.comedia.ch

Secrétariat régional Lausanne, rue Pichard 7, 1003 Lausanne, tél. 021310 06 60, lausanne@comedia.ch; Bruno Clément (presse): 021310 06 68; Valérie Solano (livre): 021310 06 65; Kathrin Melzani (communication visuelle): 031390 66 20; Beatriz Rosende (industrie graphique: VD, FR, JU et NE): 021310 06 22; Bernard Remion (industrie graphique: GE, VS romand, Edipresse): 021310 06 23; Karelle Ménine (industrie graphique): 021310 06 64.

Antenne locale Genève, Terreaux-du-Temple 6, cp 5535, 1211 Genève 11, tél. 022 731 56 66, fax 022 731 03 15, geneve@comedia.ch



Né en 1938, à Delémont, Roger Chatelain, après un apprentissage de compositeur typographe, complète sa formation comme linotypiste, enseignant graphique et correcteur. A ce titre, il est coauteur du *Guide du typographe romand*, l'ouvrage de référence de l'édition et de la presse. Il enseigne la typographie de 1964 à 1969 à l'Ecole professionnelle de Porrentruy, avant de le faire à Lausanne, à l'Ecole romande des arts graphiques. Il y exerce la fonction de maître principal et, dès 1978, de doyen, jusqu'à sa retraite en 2000. Il est l'auteur de divers ouvrages, dont *Rencontres typographiques*, 2003, *Pages éprouvées et corrigées*, 2006, *La typographie suisse du Bauhaus à Paris*, 2008. Signant de nombreux articles dans la presse professionnelle, particulièrement dans la *Revue suisse de l'imprimerie*, il a suivi de près, par de multiples contacts personnels, séminaires et conférences, le développement des arts du livre durant un demi-siècle.

SAVOIR-FAIRE TOUJOURS INDISPENSABLE

Au sens de l'arrangement et de la disposition du texte et des illustrations, la typographie a connu une époque faste. C'était dans la décennie qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Bénéficiant du support de propagation privilégié constitué par les *TM-RSI* – qui ont joué un rôle pédagogique que l'on peut qualifier d'historique – le « style suisse international » allait s'imposer tous azimuts. Sans gommer, dans l'édition francophone notamment, l'aspect identitaire de la typographie. Ensuite, le déconstructivisme, qui a accompagné l'usage généralisé de l'ordinateur, a ouvert la voie à des compositions aussi diverses que personnalisées. En faisant abstraction de scories, jetées çà et là par des gens à la formation graphique aléatoire, je pense que les designers d'aujourd'hui, voire de demain, s'appuyant sur un riche passé didactique et stylistique, ont et auront en main les outils favorisant une créativité débridée.

Ce que je crains le plus, c'est que n'importe qui, s'appuyant sur des logiciels spécialisés, diffusent n'importe quoi. A cet égard, la réalisation de caractères constitue un exemple à méditer. Que le temps nécessaire à élaborer une nouvelle

police soit divisé par trois cents, par rapport à l'ancienne méthodologie, tributaire du matériel en relief, voilà qui devrait faire réfléchir certains commanditaires. Si des Garamond, Bodoni ou Bembo ont traversé les siècles ; si des Futura, Univers ou Helvetica séduisent toujours les maquettistes contemporains, voilà qui, à l'échelle des valeurs, devrait abaisser à une juste mesure les réalisations d'apprentis sorciers...

Tant il est vrai que la fabuleuse panoplie technologique d'aujourd'hui ne dispense aucun utilisateur des connaissances professionnelles indispensables – acquises, en principe, à la faveur d'une formation appropriée.

Roger Chatelain

150 ans de comedia.

Et toujours autant d'énergie et de combativité.

Pourvu que cela dure. Continuons à lutter ensemble pour davantage de justice sociale.

**Félicitations pour cet important anniversaire
Syndicat Unia**

Il sindacato comedia festeggia i 150 anni.

Ma è sempre giovane e combattivo. Continuiamo a lottare insieme per più giustizia sociale.

**Tanti auguri per questo anniversario
Il sindacato Unia**



DU CHANGEMENT EN PERSPECTIVE

L'avenir de la branche du livre a déjà commencé. Des changements et de nouvelles tendances apparaissent en tout temps, même si bien souvent on ne s'en aperçoit qu'après coup.

Dans notre branche, on peut citer la multiplication des succursales, les librairies en ligne, l'offre de contenus électroniques, de même que le réaménagement des espaces de vente ou la part croissante du «non-livre» dans l'assortiment. Ces changements se poursuivront, tout comme les implantations de succursales. L'emplacement de la librairie joue ici un rôle clé: des locaux de vente bien situés aident à réaliser l'objectif de chiffre d'affaires. D'autant plus que comme dans le passé, plus de 80% des décisions d'achat se prennent dans le magasin même.

Ainsi l'agencement du magasin et la structure de l'assortiment entrent en jeu. A l'heure où les articles à succès que sont les dictionnaires et les manuels s'achètent par Internet ou peuvent être téléchargés en ligne, il faut donner envie d'acheter à la clientèle. Concrètement, l'agencement invitera davantage à

s'arrêter et à fouiner, et changera peut-être plus souvent. Quant à l'assortiment, il sera complété par du «non-livre» (cadeaux, vente axée sur le style de vie), pour parler à tous les sens et rendre encore plus plaisante la visite d'une librairie.

Bien entendu, les librairies indépendantes garderont leur clientèle. Surtout si elles ont trouvé une niche de marché et connaissent les goûts de leurs clients. Le contact personnalisé et un service de proximité offrent ce que les gérants de succursales peinent à garantir. Ni Internet ni les magazines à la clientèle à grand tirage ne peuvent remplacer la recommandation personnalisée du libraire.

Pour accroître leur chiffre d'affaires, les librairies seront amenées à davantage se profiler et à acquérir de nouveaux cercles de clients – par exemple en lançant leur propre carte de fidélité ou en achetant des fichiers d'adresses. Dans beaucoup d'autres branches, il est devenu fréquent de collecter et d'exploiter les données relatives au comportement d'achat. Ces données sont également précieuses dans notre branche.



Ruth Schildknecht (1975) est libraire de formation. Après des étapes à Saint-Gall et Bâle, elle a géré pendant trois ans le bureau suisse d'un éditeur allemand, la Büchergilde Gutenberg. Elle a effectué ensuite un stage d'un an à Hambourg, auprès d'une maison d'édition, et sillonne depuis lors les librairies alémaniques comme représentante d'une maison d'édition. Ruth Schildknecht fait partie depuis 2000 du comité du secteur livre et diffusion de médias, dont elle assure la présidence depuis 2006.

Ce tour d'horizon montre qu'à l'avenir, les libraires devront se montrer réceptifs au changement et aux nouvelles tendances, ainsi que s'y adapter plus rapidement.

Ruth Schildknecht

Nous faisons rouler les bus et les trains, voler les avions et voguer les bateaux jusqu'à l'autre rive...

... mais notre annonce est nulle !

C'est normal, on est le SEV, pas comedia...

Nous vous souhaitons tout simplement un bon anniversaire, tout en sachant que : l'union fait la force !

www.sev-online.ch

SEV Schweizerischer Eisenbahn- und Verkehrspersonal-Verband
Syndicat du personnel des transports
Sindacato del personale dei trasporti

M



M